



# BULLETIN DU CEGES

41 - Septembre 2008



ÉDITORIAL	<b>01</b>	LE CEGES A-T-IL ENCORE UN AVENIR ?
NÉCROLOGIE	<b>05</b>	DÉCÈS DE JEAN VANWELKENHUYZEN
ÉVÈNEMENT	<b>08</b>	LA MINISTRE LARUELLE ET LES ARCHIVES DU FI AU CEGES
GROS PLAN SUR LA DOCUMENTATION	<b>11</b>	ACCORD DE GESTION AVEC LES ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME
	<b>12</b>	LES ANNÉES 70
	<b>15</b>	BIBLIOTHÈQUE : LA 'QUESTION ARABE'
ACQUISITIONS	<b>17</b>	NOUVELLES ARCHIVES
	<b>19</b>	ARCHIVES "NATIONALISME BELGE, FÉDÉRALISME ET ANTI-SÉPARATISME"
	<b>21</b>	PHOTOTHÈQUE
PROJETS ET OUTILS DOCUMENTAIRES	<b>23</b>	DIGITALISATION DE LA PRESSE DE GUERRE
	<b>25</b>	VOS PHOTOS DE FAMILLE SAUVEGARDÉES
	<b>26</b>	ACCÈS AUX FONDS ICONOGRAPHIQUES ET SONORES
RECHERCHES EN COURS	<b>29</b>	JUSTICE BELGE, D'UNE GUERRE À L'AUTRE
	<b>33</b>	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL EN BELGIQUE, 1940-1945
	<b>35</b>	FEMMES EN COLONIE
	<b>37</b>	FEMMES BELGES AU TRAVAIL EN ALLEMAGNE, 1940-1945
	<b>39</b>	APPEL AUX FEMMES BELGES EN ALLEMAGNE
	<b>40</b>	LA BELGIQUE ET LE DROIT DE LA GUERRE
	<b>42</b>	HENRI STORCK SOUS L'OCCUPATION
	<b>44</b>	'ENFANTS DE LA WEHRMACHT', UN TABOU BELGE ?
ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES	<b>46</b>	DEUX COLLOQUES SUR LE MONDE COLONIAL
	<b>49</b>	SÉMINAIRES 2007-2008. DIVERSITÉ ET INTERNATIONALISATION
	<b>51</b>	JOURNÉES 'JEUNES HISTORIENS'. COLONIE, CULTURE ET GENRE
PUBLICATIONS	<b>52</b>	CHTP-BEG. DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE AUX ANNÉES 70
	<b>54</b>	COLLABORATION ARMÉE EN BELGIQUE FRANCOPHONE
	<b>56</b>	COLLABORATION AU LUXEMBOURG COMPARÉE AU CAS BELGE
	<b>57</b>	GUERRE SECRÈTE DES ESPIONS BELGES
	<b>58</b>	UN APPUI BIENVENU
BÉNÉVOLES/CORRESPONDANTS	<b>58</b>	UN APPUI BIENVENU
AMIS DU CEGES	<b>60</b>	UNE ASBL DYNAMIQUE

Le Bulletin du CEGES est une édition du Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) Square de l'Aviation 29, 1070 Bruxelles, tél. 02/556 92 11, fax 02/556 92 00, cegesoma@cegesoma.be. Rédaction : Fabrice Maerten. Conception : Christophe Lisart. Mise en page : Anne Bernard. Éditeur responsable : Rudi Van Doorslaer Jozef Plateaustraat 12 9000 Gent © CEGES.

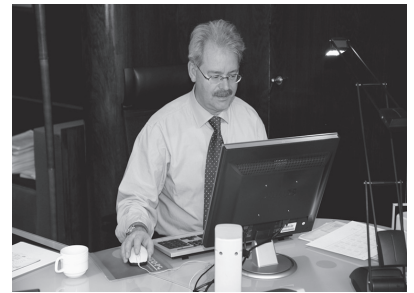
Photo couverture et p. 1 : Gauthier Fabri, Nuptial Pictures; p. 5, 8, 9, 13, 18, 20,23, 26, 27, 31, 33, 38, 39, 40, 45, 46, 48, 50, 51, 58 : collection CEGES; p. 14 : photo Jean Van Lierde, collection CEGES; p. 22 (haut) : photo Michel De Bremaecker, collection CEGES; p. 22 (bas) : photo Jean Verstraete, collection CEGES; p. 25 : collection CEGES (droits réservés); p. 30 : collection Cour de Cassation; p. 36 : collection privée; p. 43 : fonds Henri Storck; p. 61 : collection Jacques Wynants.

# LE CEGES A-T-IL ENCORE UN AVENIR ?

Il existe de multiples raisons de manifester sa satisfaction à l'examen rétrospectif des activités du CEGES pour l'année écoulée. Tant sur le plan scientifique que documentaire, ce fut une année remplie de succès. Le contenu de ce *Bulletin* en témoigne à suffisance. Juste avant la rédaction de cet *Éditorial* ont encore été transférées dans nos dépôts les archives du Front de l'indépendance. Leur importance sautera aux yeux de quiconque se préoccupe de notre histoire du temps présent. Elles s'ajoutent à l'importante collection de la Confédération nationale des prisonniers politiques acquise par le CEGES au cours de l'année écoulée. En outre, nous travaillons déjà à la préparation d'un colloque international que le CEGES souhaite organiser à l'occasion de son quarantième anniversaire. Vous en lirez plus à ce propos plus loin dans ce texte.

Cette profusion en termes de contenu n'empêche pas que l'avenir de l'institution, où je travaille depuis déjà plus de vingt ans et à laquelle je suis profondément attaché, n'est pas assuré. Le moment me paraît dès lors venu de m'exprimer avec clarté, de laisser de côté toute appréhension et d'appeler les choses par leur nom.

Dans le dernier *Éditorial* qu'il rédigea pour le *Bulletin* en 2005 (n° 39/ été 2005), mon prédécesseur José Gotovitch exprimait l'espoir qu'au moment où son texte paraîtrait, l'institution serait insérée de façon définitive au sein de la politique scientifique fédérale. Dans ce qu'il appelait un "ton singulier et très personnalisé", il rappelait alors le vaudeville autour de la non-nomination des directeurs généraux des Établissements scientifiques fédéraux (ESF) et le fait que le projet de rénovation du nouveau bâtiment du CEGES avait traîné pendant environ quinze ans. Ce qu'il regrettait le plus, c'était de ne pas encore avoir réussi à doter l'institution d'un statut nouveau et stable et le fait que son successeur devrait (continuer à) opérer dans un cadre manquant de clarté.



Malgré les gros efforts consentis depuis lors par nombre de personnes, je constate, pour ainsi dire trois ans plus tard, que je peux reprendre aujourd'hui, sans qu'il me soit besoin de les changer, la plupart de ses mots. Mon but était et est aussi – et je cite ici de nouveau le texte de Gotovitch – **de continuer à assurer les missions du CEGES, de conserver l'identité propre de l'institution et de préserver ce qui a été édifié en une bonne quarantaine d'années en termes de collections d'archives, de matériel bibliothécaire, de collections audiovisuelles, de projets de recherche et de publications.**

Après l'exploration de diverses pistes dans un écheveau d'une complexité juridique digne de BHV, une solution s'est finalement dégagée qui satisfaisait aux conditions énumérées ci-dessus : un service d'État à gestion séparée attaché au Service public fédéral de programmation (SPP) Politique scientifique. Nul doute qu'on n'accordera pas à cette solution un prix de beauté juridique. Par contre, il est manifeste que ce nouveau statut permet au CEGES de poursuivre son travail de quatre décennies avec la même dynamique, la même excellence scientifique et la même pertinence sociétale. Car la condition pour pouvoir subsister porte un seul nom : **autonomie et cela tant sur les plans scientifique et financier que technique**. Ces trois éléments sont d'ailleurs **indissolublement** liés, ils forment la *condition sine qua non* pour créer le climat dans lequel le CEGES peut continuer à exercer sa mission souvent délicate de réflexion critique sur le passé récent, grâce auquel il peut continuer à garder sa crédibilité vis-à-vis de ses partenaires universitaires en Belgique et en Europe et grâce auquel il pourra dans le futur continuer à jouer son rôle sociétal dans la Belgique fédérale.

Le CEGES ne peut-il pas plutôt assurer son avenir en fusionnant avec un ESF existant, par exemple les Archives générales du Royaume (AGR) ou la Bibliothèque royale (BR) ? C'est une question importante qui m'a déjà été souvent posée. J'y réponds de la manière suivante : s'il était possible de rencontrer les conditions de base formulées ici et de les couler dans un texte réglementaire/juridique, alors la réponse ne pourrait être que positive. Mais cela se peut-il ? Car bien que les trois institutions documentaires fédérales soient

apparemment très proches, les différences restent grandes.

La mission scientifique/sociétale du CEGES, telle qu'elle a été définie l'année dernière par la Commission scientifique, porte en soi sur le patrimoine intellectuel et documentaire de la lutte entre la démocratie et l'anti-démocratie au siècle dernier. Ce combat a fait du XX<sup>e</sup> siècle le siècle de la violence et du génocide dans l'histoire de l'humanité. Naturellement, notre petite institution se focalise sur l'angle d'approche belge, mais sans pour autant perdre de vue le large spectre de l'histoire européenne et mondiale. À mon avis, c'est, et ce sera encore à l'avenir, une mission de toute première importance, qui ne tolère aucune concession et qui en outre a une toute autre visée que les missions archivistiques/documentaires/légales des AGR et de la BR. **Malgré les nombreux points communs et les nombreuses possibilités de collaboration que le CEGES a aussi avec ses deux grandes institutions-sœurs, leur histoire et leur culture sont et restent très différentes.**

Le CEGES eut dès sa naissance en 1967/1969, à une époque où il était encore appelé Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, une mission spécifique à la fois beaucoup plus limitée mais aussi en même temps plus large que celle des AGR et de la BR : recherche, acquisition de documentation et signification sociétale y étaient indissolublement liés, mais étaient spécifiquement orientés vers le conflit mondial qui remuait encore profondément les cœurs et les esprits. La combinaison d'une tâche documentaire d'une part et de recherches d'autre part, signifiait pour le CEGES que tant dans la



structure de l'institution que dans le travail du personnel, il fallait chercher un équilibre qui permettrait aux deux activités de prospérer. La première activité demandait une organisation claire et une grande stabilité, la seconde de la liberté et une tendance constante à un renouvellement critique. C'est cette combinaison qui au fil des années a conduit à la culture de travail spécifique du CEGES.

Des institutions de recherche avec précisément les mêmes caractéristiques qui se préoccupaient de l'histoire de la guerre furent créées dans pratiquement tous les pays d'Europe occidentale, le plus souvent bien plus tôt qu'en Belgique. **Dans tous les cas, cela se fit en dehors des archives et des bibliothèques nationales.** Au cours de ces quatre décennies, le CEGES collabora toujours de façon étroite avec elles, et en particulier avec le *Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie* et l'Institut d'histoire du temps présent à Paris. Toutes ces institutions ont aussi entre-temps élargi leur champ de recherche dans une mesure plus ou moins grande. En agissant de la sorte, elles ont suivi une évolution quant à la vision de la place de la Seconde Guerre mondiale dans l'histoire globale du siècle dernier. Cette guerre a reçu une place entre d'autres conflits – de la Grande Guerre à 1989 en passant par la décolonisation – et a été de plus en plus détachée de son cadre national étroit pour être placée dans une perspective comparative.

Mais cette évolution ne signifie pas qu'une approche scientifique et documentaire spécifique de la période 'totalitaire' en Europe au siècle dernier ne mérite pas un 'investissement' et une attention

constantes. Au cours des dernières années, nous avons en effet pu constater que le même chemin a été précisément suivi dans d'autres pays européens qui ont été confrontés brutalement avec le lourd héritage du XX<sup>e</sup> siècle. Je donne ici deux exemples très différents. D'abord la création en 1998 de l'*Institute of National Remembrance* à Varsovie, qui se donne comme but d'effectuer des recherches sur (et le souvenir à préserver de) la période totalitaire de l'histoire polonaise sous le nazisme et le communisme. D'autres pays d'Europe centrale et orientale, comme la Tchéquie, la Slovaquie et la Hongrie, ont entre-temps suivi l'exemple polonais. L'ouverture en juin 2008 à Salamanque du *Centro Documental de la Memoria Histórica*, le grand centre d'archives et de documentation de la guerre civile espagnole (1936-1939), est également importante et intéressante. En Espagne aussi il a été décidé à partir d'un ensemble de motifs scientifiques et sociétaux de créer un **centre de documentation spécifique** sur l'histoire d'une guerre civile qui s'est déclenchée il y a déjà plus de 70 ans et dont les plaies émotionnelles et idéologiques ne sont à ce jour toujours pas cicatrisées.

Le CEGES se fixe comme but de nouer des contacts étroits avec ces nouvelles institutions et de créer avec elles des liens de collaboration. L'an prochain, en 2009, l'institution fête le 40<sup>e</sup> anniversaire du démarrage de ses activités par un colloque international qui veut dresser un *status quaestionis* de la recherche en Europe orientale et occidentale sur l'"âge des extrêmes" (Eric Hobsbawm). Il portera comme titre *War and Society in Twentieth Century Europe, part 1*. En 2010, quand la Belgique exercera une nouvelle fois la présidence de l'Union européenne, suivra

la deuxième partie de ce colloque, axée sur les conséquences à long terme des guerres européennes au XX<sup>e</sup> siècle.

De tout cela il apparaît clairement que le CEGES a encore de nombreux plans et perspectives d'avenir de qualité, mais aussi que, après tant d'années de flou et d'incertitude, il est maintenant temps de garantir l'avenir de l'institution. **Le CEGES a placé son espoir dans la réalisation du plan d'intégration dans le SPP Politique scientifique comme service d'État à gestion séparée.** Les textes sont écrits, les positions sont connues. La situation budgétaire de la structure fédérale, et donc aussi de la Politique scientifique, est précaire. Cela augmente encore la concurrence entre les ESF et dès lors rend difficile une solution pour le CEGES. **Ce que le CEGES demande comme moyens reste proportionnellement extrêmement modeste, mais la viabilité de l'institution est indissolublement liée à l'acquisition du nouveau statut. C'est maintenant aux responsables politiques et en premier lieu à la ministre de tutelle du CEGES, Sabine Laruelle, de trancher. La question posée est à vrai dire simple : le CEGES peut-il enfin recevoir après quarante ans la bouffée d'oxygène qui lui permettrait de continuer à jouer son rôle en Belgique, comme aussi à sa modeste échelle en Europe ?**

Rudi Van Doorlaer  
Directeur, le 20 juin 2008

# DÉCÈS DE JEAN VANWELKENHUYZEN

## Premier directeur du CEGES

Le 21 février 2008 disparaissait à Bruxelles celui qui, de la mise en route de ce qui s'appelait alors le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), en 1969, à 1989 dirigea notre institution. Évoquer sa vie revient donc en grande partie à retracer les vingt premières années de l'existence du Centre.

Né à Bruxelles le 27 mars 1927, Jean Vanwelkenhuyzen obtient la licence en sciences politiques et diplomatiques à l'Université libre de Bruxelles en 1953. Rapidement attaché à l'administration de l'ULB où il peut également faire valoir une licence en

sciences économiques et financières, il s'intéresse dès le début des années 1960 à la problématique de la Seconde Guerre mondiale. Proche du professeur Jacques Willequet de la même université, il est en effet à l'époque associé aux travaux menés



Jean Vanwelkenhuyzen,  
1927-2008

par le Centre national d'histoire des deux guerres mondiales dirigé par l'historien bruxellois. Ce petit centre servira de matrice au futur CEGES. Il n'est dès lors pas étonnant que Jean Vanwelkenhuyzen pose sa candidature à la direction du CREHSGM créé en décembre 1967.

Il est désigné à ce poste en novembre 1968, mais le nouveau centre ne démarre réellement ses activités qu'en juin 1969. Commence dès lors une histoire faite le plus souvent de réussites, mais aussi parfois d'échecs entre le directeur et son institution. La tâche qui attend Jean Vanwelkenhuyzen n'est, il est vrai, guère aisée. Il lui revient en effet de développer un centre de documentation et de recherche sur un sujet, la Seconde Guerre mondiale, dont la perception divise alors toujours profondément le pays. La répression de la collaboration avec l'occupant et la Question royale ont en effet amené à des interprétations très différentes du conflit que l'on soit flamand ou francophone, de droite ou de gauche. Il ne sera pas toujours facile au directeur du CREHSGM de rester au-dessus de la mêlée.

L'homme ne manque cependant pas d'atouts. Ceux-ci seront d'une grande utilité pour le CREHSGM, surtout pendant ses premières années d'existence. Ainsi, son milieu d'origine – la bourgeoisie francophone bruxelloise – et son sens de la diplomatie lui permettent d'entretenir d'excellents contacts avec les représentants des associations patriotiques et des cercles dirigeant le pays jusqu'aux années 60. Sa certitude de l'importance primordiale de l'institution est par ailleurs d'un précieux secours lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du CREHSGM auprès des autorités. Il en résulte pour le Centre l'obtention

d'importants moyens financiers et humains, l'acquisition de très riches archives, l'enregistrement d'interviews d'acteurs du conflit de premier plan et l'absence d'une véritable ingérence des membres des associations patriotiques présents au Comité scientifique dans le développement de la recherche au sein de l'institution. Son entree facilite aussi son entrée dans divers cénacles internationaux, en particulier au sein du Comité international d'histoire de la Deuxième guerre mondiale dont il est secrétaire général de 1975 à 1985 et président de 1985 à 1987. En 1988, il sera même le seul membre francophone de la commission chargée d'évaluer l'attitude sous l'Occupation du président autrichien Kurt Waldheim. Nul doute que ces diverses fonctions aident au rayonnement du CREHSGM à l'étranger.

Mais les qualités évoquées, vues sous un autre angle, seront considérées par certains comme des défauts. De fait, très vite, Jean Vanwelkenhuyzen suscite la méfiance en Flandre en raison de ses origines et de ses difficultés à s'exprimer en néerlandais. Le nœud des tensions qui se développent au fil des ans et atteindront leur apogée à la fin des années 80 a trait aux positions et comportements de Jean Vanwelkenhuyzen vis-à-vis de la production historiographique relative à l'attitude de Léopold III à l'époque de la guerre. Historien militaire et diplomatique spécialisé dans l'analyse minutieuse des événements qui mènent à la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940, le directeur du CREHSGM défend avec ardeur la politique suivie par le Souverain. Le problème est que pour certains, il use, et par là même abuse, de ses relations privilégiées avec les milieux royalistes



et surtout de sa position au Centre pour propager ses idées et s'en prendre à ceux qui ne pensent pas comme lui à ce sujet.

Probablement soucieux de préserver l'image d'un homme qui représente à ses yeux des valeurs et un modèle de société grandement menacés, Jean Vanwelkenhuyzen commet en tout cas la maladresse de conserver par-devers lui pendant de longues années des documents achetés aux frais du Centre émanant d'un proche du Roi, documents qui ternissent l'image du Souverain. L'affaire débouche au printemps 1989 sur la demande unanime du Comité scientifique au ministre de tutelle de décharger Jean Vanwelkenhuyzen de la direction du CREHSGM, demande que le ministre Louis Tobback accepte. Jusqu'à sa retraite en mars 1992, Jean Vanwelkenhuyzen est officiellement chargé de missions scientifiques.

On pourrait s'étonner du rejet dans le monde universitaire d'un homme qui avait tout de même rendu de grands services à l'institution. Mais Jean Vanwelkenhuyzen, dont plusieurs sources soulignent la grande force de travail, ne disposait sans doute pas de la souplesse intellectuelle et humaine suffisante pour s'adapter efficacement à l'évolution rapide d'un centre qui au fil du temps réclamait plus un excellent coordinateur et un historien attentif aux nouvelles orientations de la recherche qu'un homme de relations publiques attaché à ses certitudes.

Jean Vanwelkenhuyzen, libéré de ce que sans doute lui-même considérait comme les entraves de sa charge de directeur, s'épanouira jusqu'à son dernier souffle comme chercheur autonome. Celui qui était devenu docteur en sciences

politiques et diplomatiques en 1978 grâce à une thèse consacrée aux "avertissements qui venaient de Berlin (9 octobre 1939-10 mai 1940)", multiplie en effet à partir de la fin des années 1980 les ouvrages sur la période allant de l'accession au pouvoir d'Hitler à la défaite de mai-juin 1940. À la veille de son décès, il publie encore le premier tome d'une trilogie qui devait être consacrée au "gâchis des années 30. 1933-1937". Fidèle à sa pratique historique, Jean Vanwelkenhuyzen y fournit une étude à la fois conventionnelle et robuste sur le contexte de la montée des tensions en Europe vue selon l'angle belge. D'aucuns, en particulier parmi les historiens professionnels, lui reprochent en effet un psychologisme classique qui aurait tendance à ramener l'histoire à des questions purement subjectives; il importe cependant de souligner ici la minutie des analyses, basées sur des sources solides, qui permettent de mettre à jour la réalité historique sous un angle pratiquement clinique.

S'il est difficile aujourd'hui de préjuger ce que Jean Vanwelkenhuyzen laissera à la postérité sur le plan de la recherche historique, il est sûr qu'il aura largement contribué au développement initial d'un centre dont il est permis d'espérer qu'il rendra encore pendant longtemps de grands services aux diverses communautés du pays.

**Fabrice Maerten**

## VISITE DE LA MINISTRE LARUELLE à l'occasion du transfert des archives du Front de l'indépendance

Le 25 juin 2008, Sabine Laruelle, ministre de la Politique scientifique, a tenu à marquer son intérêt pour notre institution en lui rendant officiellement visite à l'occasion du dépôt au CEGES des archives du Front de l'indépendance (FI). Ce transfert constitue une contribution importante à la conservation du patrimoine démocratique belge du XX<sup>e</sup> siècle. La ministre a profité de son passage en nos murs pour s'entretenir avec le directeur à propos du futur statut de l'institution et de son budget pour l'année 2009.

La remise officielle au CEGES des archives du FI, en présence de la ministre Laruelle et des dirigeants du Front de l'indépendance, peut être qualifiée d'événement exceptionnel. En effet, le FI constitue le principal mouvement de résistance civile en Belgique occupée durant la Seconde Guerre mondiale. Ce don, qui s'inscrit dans la suite de l'accord déjà conclu en 1996 par le CEGES et son directeur de l'époque, José Gotovitch, avec les responsables du FI, forme donc une nouvelle pièce maîtresse dans l'ensemble extrêmement riche d'archives conservées par le Centre sur les structures de résistance nées en Belgique lors du dernier conflit mondial.

Intervention de la ministre Laruelle lors de la conférence de presse organisée le 25 juin 2008 à l'occasion de la remise officielle des archives du FI au CEGES. De gauche à droite, la ministre de la Politique scientifique Sabine Laruelle, le directeur du CEGES Rudi Van Doorslaer et le secrétaire national du FI Michel Vanderborght.





Signature de la convention réglant le transfert des archives du FI au CEGES. De gauche à droite, Gerard Corthouts (secrétaire national-adjoint du FI), Rudi Van Doorslaer (directeur du CEGES), Michel Vanderborgh (secrétaire national du FI) et Dirk Martin (responsable du secteur Documentation du CEGES).

## Le FI et ses archives

Les origines du FI remontent au printemps 1941, soit avant l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, le 22 juin 1941. Le rôle du Parti communiste de Belgique (PCB) dans ce mouvement fut dès le départ déterminant. Cette influence perdura, car l'objectif final, la formation d'un large front avec d'autres partis, ne put jamais être réalisé. Des représentants d'autres partis politiques adhèrent bien au FI, mais seulement à titre personnel (voir JOSÉ GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore. Les Communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Éditions Labor, 1992).

Le FI évolua dans les faits comme un organisme de coordination duquel relevait un large éventail d'organisations. Les Partisans armés (PA) composèrent le bras armé du mouvement. Les Milices patriotiques (MP) furent fondées à la fin de la guerre pour soutenir les Alliés lors de la Libération. De très nombreux groupes de résistance civile s'y ajoutèrent. Citons

entre autres Solidarité, les Comités de lutte syndicale, Wallonie Libre, le Comité de défense des Juifs, LOMO (Professeurs de l'enseignement moyen officiel en Flandre), le journal clandestin *Front* ainsi que des associations d'artistes, d'intellectuels, de jeunes, etc.

L'actuel FI est l'administrateur des archives de nombre de ces groupements. Leurs fonds d'archives furent rassemblés à différentes périodes au cours des 60 dernières années. Vers 1965 naquit la Confédération Front de l'indépendance/MP/PA. Les trois mouvements siégèrent ensemble à partir de ce moment. Un certain nombre d'organisations se joignirent à cette confédération au début des années 1970, lorsque le Musée national de la Résistance fut fondé (voir JORG TIMMERMAN, *Inventarisering van het archief van het Onafhankelijkheidsfront berustend in het Huis van het Verzet – Nationaal Museum van de Weerstand*, VUB/UGent/KUL. Interuniversitaire Gespecialiseerde Opleiding in Archivistiek en Hedendaags Documentbeheer, 2005).

Les archives du FI sont déjà partiellement inventoriées. L'état général de conservation au Musée de la Résistance laissait toutefois à désirer. L'insuffisance des équipements a décidé l'actuelle direction du FI à transmettre ces archives riches et historiquement intéressantes au CEGES.

## Contenu des archives déposées

Ces volumineuses archives concernent principalement la période d'après guerre. Durant l'Occupation, pour des raisons de sécurité, peu de documents étaient réalisés et beaucoup étaient détruits. C'est pourquoi les archives du FI et des organisations y attachées témoignent surtout des activités que le mouvement a déployées après la Libération. Beaucoup concernent l'établissement de dossiers de reconnaissance, les demandes d'indemnisation, etc. Le combat contre la collaboration, et plus tard contre l'extrême-droite, ainsi que de nombreuses commémorations de la Résistance, ont laissé des traces dans les archives. Du fait de l'importance du mouvement communiste au sein du FI, le lien avec la Guerre froide n'est jamais loin.

Les archives du FI contiennent aussi quelques fonds remarquables, quoique quelque peu isolés. D'une part, il y a les "dossiers d'épuration" conservés dans les classeurs rouges. Ces "dossiers d'enquête" contiennent un matériel riche, parfois même datant de l'avant-guerre, au sujet de personnes soupçonnées d'avoir des liens avec l'Allemagne nazie. En outre, sont notamment conservés une collection de presse clandestine, les archives de l'Amicale des survivants du camp de concentration de Dachau, des documents concernant les Enfants (juifs) cachés,

d'autres en rapport et provenant des prisonniers de guerre de l'armée soviétique engagés dans la Résistance belge, un fonds de la Fédération internationale des résistants/ Association antifasciste et, enfin les archives de l'Amicale des anciens combattants d'Espagne, tous fonds qui ont été cédés au FI dans l'après-guerre.

En accord avec le Musée juif de la déportation et de la résistance à Malines, il a été décidé de réintégrer dans les fonds d'archives originels les documents, conservés là-bas mais constitués par le FI, concernant les Juifs dans la Résistance.

Étant donné que le FI est toujours actif en tant qu'association d'intérêts (dossiers de reconnaissance, cérémonies commémoratives, etc.), la direction de l'association a décidé de conserver les archives dynamiques et semi-dynamiques au 14, rue Van Lint à 1070 Bruxelles (Anderlecht). Il s'agit surtout des dossiers de reconnaissance des Partisans armés et des Milices patriotiques. Les archives administratives récentes restent également entreposées à cette adresse. En ce qui concerne les archives cédées, le CEGES sera garant de leur classement et de leur inventarisation, afin de les rendre accessibles à la recherche scientifique.

**Lawrence Van Haecke**



# ACCORD DE GESTION AVEC LES ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME

Le 31 décembre 2007, un important accord de gestion est entré en vigueur entre les Archives générales du Royaume (AGR) et le CEGES. Cet accord régularise le dépôt fait au CEGES au fil des ans d'archives de droit public (ministères, institutions publiques, etc.) par les Archives générales du Royaume et l'ancien Auditorat général.

D'un commun accord, il a été décidé de transférer aux Archives générales du Royaume les fonds faisant partie d'archives autrefois conservées aux AGR. Il a en outre été convenu qu'une grande partie des fonds de droit public formés pendant les années de guerre (et ne faisant pas partie d'un ensemble plus important conservé aux AGR) resterait en dépôt au CEGES.

Les fonds transférés sont résumés ici de façon sommaire (pour la liste complète, voir le site [cegesoma.be](http://cegesoma.be), rubrique Collections, sous-rubrique Acquisitions/Projets, article Accord de gestion avec les Archives générales du Royaume). Des fonds formés à l'Auditorat général va aux AGR une importante collection de coupures de presse et de bulletins de presse du Secours d'hiver et du Commissariat général à la restauration du pays.

Des archives qui étaient conservées aux AGR avant qu'elles ne soient déposées au

CEGES, retournent à la maison mère des archives partielles :

- de ministères et services d'après la Libération (intérieur, ravitaillement, agriculture, défense nationale (Office de la Résistance),
- de services fonctionnellement décentralisés (Commissariat belge à l'exposition de New York de 1939, Office de récupération économique),
- d'institutions officielles de la période 1940-1944 (centrales textile et de l'artisanat),
- d'autorités belges en Grande-Bretagne (secrétariat d'État au ravitaillement, Haut Commissariat pour la Sécurité de l'État).

**Dirk Martin**

## LES ANNÉES 70

### Un chantier en plein développement

Avec la réorientation générale du CEGES entamée par le changement d'appellation en 1997 et confirmée par le 'Mission Statement' élaboré en 2006, les années 70 sont devenues un des nouveaux points d'ancrage de l'institution. C'est vrai pour les archives, même si l'accent principal y reste mis sur les années 40, et surtout pour la bibliothèque qui, ces dernières années, a multiplié les acquisitions sur la période.

**Cette préoccupation de la bibliothèque pour les années 70** s'explique par le grand nombre de conflits et la radicalisation politique qui caractérisent la décennie. La guerre du Viet-Nam et son arrière-plan contextuel en constituent un exemple patent, tout comme une certaine forme de terrorisme qui connut son point d'orgue au cours de la période.

À ce niveau, nous avons pu introduire récemment bon nombre de nouvelles publications, notamment sur l'Italie (Antoni NEGRI, *Books for burning. Between Civil War and Democracy in the 1970's in Italy*, Londres/New York, Verso, 2005), mais aussi et surtout sur l'Allemagne. La production scientifique allemande est trop souvent méconnue en Belgique, alors que les politologues et les historiens d'outre-Rhin ont livré des études aussi substantielles que réactualisées sur le terrorisme et l'opposition extra-parlementaire. Relevons notamment le travail de Bettina Röhl – la fille d'Ulrike Meinhof – sur la remise en cause de l'engagement de ses parents

dans la feuille de gauche radicale *Konkret* (Bettina RÖHL, *So macht Kommunismus spass ! Ulrike Meinhof, Klaus Rainer Röhl und die Akte Konkret*, Hambourg, Europäische Verlagsanstalt, 2005), la biographie d'Andreas Baader de Klaus Stern et Jörg Hermann (*Das Leben eines Staatsfeindes*, Munich, DTV, 2007) et la nouvelle édition de l'histoire du SDS, le syndicat étudiant dont Rudi Dutschke avait en 1968 la direction (Tilman P. FICHTER, Siegwald LÖNNENDONKER, *Kleine Geschichte des SDS. Der Sozialistische Studentenbund von Helmut Schmidt bis Rudi Dutschke*, Essen, Klartext, 2007).

Mais les années 70 ne peuvent être résumées à de la violence et du terrorisme. Ce fut aussi une période où les partis d'extrême gauche occupèrent le haut du pavé. Leur histoire est à présent écrite. L'étude de Jean-Paul Salles, *La Ligue Communiste Révolutionnaire* (Presses Universitaires de Rennes, 2005) en est un exemple. Dans ces mêmes années grandit également une véritable culture 'Jeune'. L'ouvrage collectif *Between Marx and Coca-Cola*, réalisé sous la rédaction d'Axel Schildt et Detlef Siegfried (Berghahn Books, 2006) s'est penché sur ce phénomène dans différents pays européens.

La décennie 1970-1980 fut également une décennie de critique de la société ainsi que d'appel à l'émancipation sexuelle. Un certain nombre de travaux sur ces sujets, parmi les plus classiques et, déjà, difficiles à trouver, figurent désormais dans nos collections: Hans Achterhuis, *Markt van welzijn en geluk*,

het *Communeboek*, l'étude de Frans Becker et Johan Frieswijk sur l'autogestion dans les entreprises, une collation des principaux textes de Dom Helder Camara, etc..., etc... Le CEGES a pu disposer de bon nombre de ces ouvrages grâce à la *Consciencebibliotheek* de la Ville d'Anvers qui les avait acquis de la bibliothèque du ministère de l'Éducation et qui nous a permis d'y opérer une sélection.

En ce qui concerne la recherche courante sur les années 70, le lecteur désireux de s'informer peut consulter notre collection de périodiques. À côté des grands titres de la recherche historique internationale, notre institution est également abonnée à des titres spécifiques comme *Sozial Geschichte* et *Mittelweg 36*, la feuille du *Hamburger Institut für Sozialforschung*, où figurent également des recherches sur les années 70. Enfin, très récemment, ladite collection s'est encore enrichie par l'acquisition d'un ensemble substantiel de feuilles militantes tant en français qu'en néerlandais de l'ultra-gauche belge (maoïstes, trokystes, chrétiens révolutionnaires) de la fin des années 60 au début des années 80.

**Sans être aussi riches sur la période, les archives recèlent tout de même un certain nombre de fonds intéressants pour l'étude de la décennie en Belgique.**

Ainsi, nul ne sera surpris que divers fonds de cette période se rapportent encore aux suites de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit surtout ici de fonds en provenance d'associations et amicales d'anciens résistants, anciens prisonniers politiques et travailleurs obligatoires, ainsi que d'anciens militaires (y compris



Le CEGES a acquis tout récemment une collection de petits journaux d'extrême gauche des années 60 et 70. Ici un exemplaire de *L'Exploité-Clarté*, organe du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

des volontaires de Corée). Dans les années 70, leurs membres étaient encore dynamiques, ce qui explique de nombreuses initiatives de ces associations en vue d'une amélioration de leur statut (social). En outre, la culture de la mémoire trouvait chez elles et chez un certain nombre de leurs figures dominantes (Eugène Colson, Édouard Pilaet) d'excellents relais. Sur un plan sociétal plus large, les susnommées associations patriotiques étaient importantes pour leur défense de la belgitude et leur combat contre l'extrême droite. Les activités et l'impact de ce champ sociétal tout de même non dénué d'importance au milieu des années 70 peuvent donc, via les sources disponibles au CEGES, faire l'objet de recherches de qualité.

On peut également constater un prolongement de la Seconde Guerre mondiale dans l'historiographie et les médias des années 70, période où l'historiographie scientifique de la Seconde Guerre mondiale se développe enfin en Belgique. Cela aussi se retrouve dans les archives conservées au CEGES; qu'on songe par exemple aux archives destinées à la recherche de José Gotovitch (*L'An 40*) et

Une réunion pacifiste avec, au centre, Jean Van Lierde.



Albert De Jonghe (*Hitler en de politieke lot van België*) ou aux premières émissions de la BRT sur "La Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale" dont les archives de production sont conservées chez nous.

Les thématiques qui peuvent être investiguées via les archives du CEGES vont bien au-delà de l'héritage de la guerre et de l'Occupation. La montée de l'extrême droite et le développement du néofascisme dans la décennie 1970-1980 est une problématique qui peut par exemple être abordée de façon détaillée via le volumineux fonds Hugo Gijssels, récemment inventorié par An Stas et Mathieu Magherman. Les archives du CEGES sont également intéressantes pour ce qu'on pourrait rassembler sous la dénomination de 'nouveaux acteurs sociaux' et tiers-mondistes. Nous pensons en particulier à l'approche 'droits de l'homme et enseignement' (Fernande Devaux, Sylvain De Coster), mouvement pacifiste et objecteurs de conscience (Jean

Van Lierde) et soutien de l'opposition au Congo et en Afrique du Nord (Jean Van Lierde, Pierre Legrève). Enfin, il convient de mentionner la thématique des fractures en Belgique; dans ce contexte, le CEGES acquiert via le projet d'acquisition en cours de Mathieu Roeges un nombre toujours plus important d'archives d'organisations d'après guerre qui firent de la défense de la Belgique unitaire leur but fondamental. En sont plus ou moins proches les archives de quelques hauts diplomates.

En conclusion, on peut dire qu'il est possible, à partir des archives du CEGES relatives aux années 70, d'effectuer des recherches centrées sur les problématiques en rapport avec les traces subsistantes de la guerre et de l'Occupation, notamment pour ce qui a trait à la mémoire collective, et avec l'impact de groupes et de personnes non pris en compte par ce que l'on appelle les archives des piliers.

**Alain Colignon/Dirk Luyten/Dirk Martin**



# LA BIBLIOTHÈQUE DU CEGES

## Instrument d'étude de la 'Question arabe' au XX<sup>ème</sup> siècle

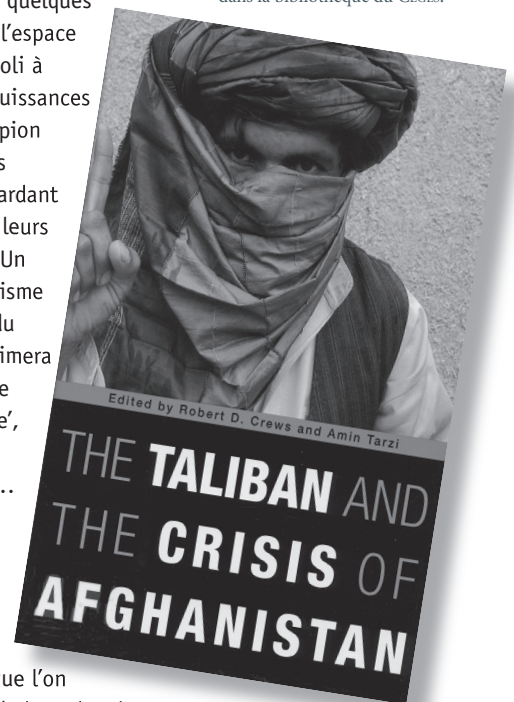
Ce n'est pas un secret : les applications extrêmes, sur le terrain, de l'idéologie nazie ayant été... ce qu'elles ont été durant la Seconde Guerre mondiale, la bibliothèque de notre institution ne pouvait être que fort convenablement pourvue en ouvrages traitant du judéocide. D'autant plus que ce dernier, avec le recul du temps et certains emballements médiatiques aidant, est apparu au regard des opinions occidentales, à tort ou à raison, comme l'expression archétypale de la barbarie politique du 'court XX<sup>e</sup> siècle'.

Or, la reconnaissance officielle d'un État juif au surlendemain de la Shoah (1947-1948) et la partition de la Palestine que cette reconnaissance sous-entendait allaient fatalement faire naître par contrecoup une 'Question arabe'. En effet, le nouvel État accouché au forceps ne tombait pas précisément du ciel [ses racines les plus immédiates remontaient en fait à la 'déclaration Balfour' (1917) et au démantèlement de l'empire ottoman en 1918-1919] et il ne procédait pas vraiment de l'octroi philanthropique, par les grandes puissances, "d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre". La 'Question arabe' qui se cristallisa ainsi et évolua avec le temps vers une 'Question palestinienne', mêlant guerres perdues, exils de populations et chaos social, s'inscrivit dans un contexte de 'Guerre froide' opposant l'Occident à l'URSS mais aussi de frustrations identitaires opposant l'Orient

'musulman', divisé et marginalisé, à l'Occident 'chrétien', arrogant et sûr de sa domination technologique. Et le dialogue tourmenté d'Israël et d'Israël, compliqué par des interventions extérieures, allait interpellé de plus en plus la conscience des intellectuels européens. D'ailleurs, lorsque ceux-ci s'avisèrent de la mettre entre parenthèses suite à un équilibre géopolitique temporaire au Proche-Orient (après 1948, après 1956, après 1973,...), d'autres éléments du 'dossier arabe' se rappelaient ailleurs à leur conscience.

Ainsi, le bras de fer entre les États-Unis et l'Union soviétique ouvrit quelques 'boîtes de Pandore' dans l'espace arabo-musulman, de Tripoli à Kaboul, les deux super-puissances essayant de se damer le pion par factions antagonistes interposées et en ne regardant pas trop à la 'qualité' de leurs alliés/clients respectifs. Un certain néo-fondamentalisme musulman né à l'ombre du parapluie américain essaimera d'ailleurs dans la dernière partie de la 'Guerre froide', en Afghanistan puis au Pakistan... De tout cela... et de quelques autres enjeux géopolitiques, la bibliothèque du CEGES devait tenir compte. En effet, en histoire, tout se tient, pour peu que l'on sache inscrire le champ de la recherche dans un cadre historique et normatif

L'Afghanistan et les Talibans, un thème d'actualité présent dans la bibliothèque du CEGES.



précis. À titre d'exemple, au seul mot-clé "Relations juifs-arabes" de notre thésaurus (qui comporte 8 variantes), le chercheur découvrira quelque 57 descriptions d'ouvrages ou d'articles figurant dans nos collections. Pour le mot-clé "conflits israélo-arabes", qui compte pas moins de 23 variantes, il trouvera 40 descriptions. Étant entendu qu'il ne doit pas hésiter à 'pianoter' d'autres thèmes conceptuels proches, comme "israël--histoire", ou "palestine" : cette dernière thématique rassemble à elle seule 109 descriptions. De même, chaque État-nation du proche et du moins proche orient est convenablement couvert par les productions scientifiques ou polémiques qui sont entrées en notre possession.

Enfin, une actualité assez récente et les craintes (les fantasmes ?) géopolitiques de nos contemporains aidant, on ne s'étonnera pas de voir la rubrique "intégrisme--islam", riche de 7 variantes, aligner à ce jour 21 descriptions... À

titre d'exemple, parmi nos très récentes acquisitions, nous pouvons épingler le travail collectif réalisé sous les auspices de Rik Coolsaet (*Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge in Europe*) mais aussi celui plus spécifiquement centré sur la problématique des Talibans et édité par Robert D. Crews et Amin Tarzi (*The Taliban and the crisis of Afghanistan*). Encore ne s'agit-il ici que du monde arabe *stricto sensu*. Depuis un certain nombre d'années déjà, nos collections se sont enrichies d'ouvrages concernant l'Iran, agité depuis 1979 par les ressacs de la 'révolution islamique', comme depuis plus longtemps, à un autre niveau, elles ont intégré pas mal de titres sur la 'Question arménienne' ainsi que sur la Turquie kémaliste ou post-kémaliste. Gageons qu'ici encore, le dernier mot n'est pas dit...

Ce qui ne doit pas pour la cause nous inciter à négliger les autres rubriques plus spécifiquement liées aux années 1914-1991, période privilégiée pour les recherches du CEGES.

**Alain Colignon**

## La bibliothèque du CEGES s'enrichit

Parallèlement aux apports réguliers de la production bibliographique récente, les acquisitions ponctuelles dans le domaine de l'antiquariat, par dons ou par legs, se sont révélés également des plus intéressantes.

En effet, tandis que nous achevons d'intégrer la dernière partie du fonds Beelen-Ducpétiaux, centrée pour l'essentiel sur la diplomatie et les problématiques européennes, nous avons pu la compléter heureusement par l'arrivée du fonds Robert (Bob) Pourvoyeur. Docteur en droit, licencié en sciences économiques et haut fonctionnaire de la CEE, celui-ci avait en effet rassemblé une documentation abondante sur la juridiction communautaire et le droit des personnes en Europe pour la période 1958-1990. L'ensemble livresque transmis comprenait aussi différents titres relatifs aux droits de l'homme. Or, à la suite d'une autre opportunité, on a procédé à l'intégration d'un bel ensemble d'ouvrages en provenance de la Confédération nationale des prisonniers politiques et qui comprenait également différents titres abordant la thématique des droits de l'homme, dans l'optique de la déportation et de l'univers concentrationnaire.

Que tous ces généreux donateurs trouvent ici l'expression de notre gratitude pour cet apport constructif à l'enrichissement de nos collections.

## NOUVELLES ARCHIVES

Ces derniers mois, le Centre a acquis quantité de nouveaux fonds d'archives. Parmi ceux-ci, on retrouve des archives de personnes et d'organisations (notamment de prisonniers politiques), et surtout des archives formées dans le cadre de recherches sur l'épuration et sur la persécution des Juifs en Belgique.

### Archives de personnes et d'organisations

Le volumineux fonds Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit (1945-2006) présente nombre d'informations quant aux différents aspects de la vie des anciens prisonniers politiques et à leur statut sociétal et politique d'après guerre. Il contient également des documents ayant trait à la répression de la résistance par les Allemands et au séjour dans les camps. La lutte pour les intérêts sociétaux des ex-prisonniers politiques (statut juridique, situation sociale...) est particulièrement bien documentée. Ces archives livrent un aperçu inédit du fonctionnement, du comportement et de la stratégie d'un important groupe de pression politique de l'après-guerre, avec au départ pour toile de fond la Guerre froide.

Selon une bonne habitude, les acquisitions permettent également de sortir du champ de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences immédiates. Nous avons en effet acquis les archives de Herman De Langhe, pendant l'Entre-deux-guerres avocat, substitut du procureur du Roi et

directeur du journal *L'Avenir colonial belge* dans la colonie. Ses papiers permettent de pénétrer la vie publique d'un colonial, avec une attention particulière pour les domaines de la presse et de la justice. Le fonds De Langhe constitue donc avec certitude une pièce intéressante dans la mosaïque de l'histoire coloniale.

Avec les archives partielles de Robert Pourvoyeur (1924-2007), nous passons du Congo à l'Europe. Pourvoyeur était directeur au Secrétariat général de la Commission européenne. Les documents se composent essentiellement de discours, de textes et de notes à usage interne et externe, concernant l'économie, les compétences économiques et le fonctionnement administratif de la CEE (1955-1980).

Mentionnons aussi l'acquisition d'un certain nombre de plus petits fonds, notamment ceux reçus dans le cadre du projet d'acquisition documentaire consacré aux groupes et personnes ayant défendu la belgitude dans le paysage politique d'après guerre. Vous en lirez plus à ce propos dans l'article suivant.

Parmi les thématiques plus classiques figure la résistance. Par un dernier versement d'archives, la famille d'Eugène Mertens de Wilmars a complété le fonds consacré au 'fondateur historique' du Mouvement national royaliste. Ajoutons que ce dernier continua à participer aux activités parfois tumultueuses du MNR une fois la guerre achevée. D'ailleurs, le fonctionnement et les conflits internes de l'organisation dans l'après-guerre constituent l'objet essentiel de ces archives.

## Archives de recherche

En 1991, le sociologue louvaniste Luc Huyse publiait, en collaboration avec Steven D'Hondt, le livre *Onverwerkt verleden. Collaboratie en repressie in België 1942-1952* (traduit en français en 1993 sous le titre *La répression des collaborations. 1942-1952. Un passé toujours présent*). L'ouvrage était le résultat d'une étude historico-sociologique relative à la manière dont la collaboration fut sanctionnée en Belgique. Luc Huyse a offert au CEGES le matériel à la base de cette recherche et de l'ouvrage qui en a résulté. Un second volet de ce don consiste en documents destinés à une pré-étude particulièrement intéressante de tous les projets parlementaires d'amnistie jamais déposés.

Signalons aussi l'acquisition par le CEGES des archives de recherche de l'ancien parlementaire Evrard Raskin.

Le premier versement consiste en les vastes archives de recherche produites lors de la rédaction de l'ouvrage *Gerard Romsée, een ongewoon man, een ongewoon*

*leven* (Hadewijch, 1995). Raskin a réussi à rassembler au sujet de celui qui fut l'"homme le plus puissant du pays" après les responsables de l'administration militaire allemande, une documentation impressionnante, composée de copies de pièces d'archives originales et de publications de et sur Romsée. Les deuxième et troisième versements se composent des archives complètes de recherche à la base de ses travaux *Élisabeth de Belgique. Une reine hors du commun* (2006) et *Princesse Lilian. La femme qui fit tomber Léopold III* (1999). Les personnes intéressées peuvent à présent se plonger dans (les copies) du matériel archivistique consacré à ces deux femmes ayant contribué à rendre la monarchie populaire... et impopulaire.

Un tout autre sujet est abordé à travers les archives de recherche, désormais consultables, constituées à l'occasion du projet de recherche confié au CEGES qui a abouti au rapport et à la publication *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale* coécrits par Emmanuel Debruyne, Frank Seberechts et Nico Wouters (2007).

Dans ce cas aussi, le chercheur peut désormais parcourir les notes et les (copies des) documents originaux relatifs à ce thème actuel et controversé.

Dans le prolongement de ces travaux, signalons encore que les archives de recherche concernant l'histoire des persécutions des Sinti et Roms en Belgique, sont désormais consultables. Le fonds a été constitué par Frank Seberechts dans le cadre d'une recherche initiée par le CEGES et le Musée juif de la déportation et de la résistance.

**Dirk Martin**

Gerard Romsée (deuxième à partir de la droite) entouré d'un dignitaire allemand et, à sa gauche, de Renaat Van Thillo, chef du Service du travail volontaire pour la Flandre.





# ARCHIVES : “NATIONALISME BELGE, FÉDÉRALISME ET ANTI-SÉPARATISME”

En mars 2007, la section Archives démarrait la prospection “Idée belge et anti-séparatisme”. Espérant mettre en valeur le patrimoine archivistique des mouvements et associations ayant œuvré pour l’unité du pays depuis la Seconde Guerre mondiale, le projet a connu des résultats qui ont dépassé les espérances initiales.

Assurément, l’année 2007 aura été marquée par la difficile formation d’un gouvernement après les élections du 10 juin. Cette crise institutionnelle a fait naître, chez un certain nombre de nos concitoyens, une relative inquiétude quant à l’avenir du pays qui s’est traduite par une série d’initiatives visant à exprimer cette angoisse du séparatisme et à défendre la solidarité entre les deux parties du pays.

En fait, de telles manifestations ont vu le jour à chaque grand conflit communautaire, en particulier lors des années 60 ou dans la période 1975-1995, suite aux multiples réformes de l’État. Naissant parfois d’initiatives individuelles, elles proviennent le plus souvent d’un réseau d’organisations se proclamant apolitiques mais ayant pour but la défense de l’unité du pays.

Désirant mettre en lumière l’histoire de cet acteur méconnu, le Centre a démarré le projet “Idée belge et anti-séparatisme”. Cet intitulé, intentionnellement large, aura permis d’explorer toute la diversité

des sentiments pro-belges (unitarisme; fédéralisme d’union; fédéralisme provincial; patriotisme; attachement à la monarchie; colonialisme; nationalisme...). Au total, une quinzaine de fonds d’archives et de documentation ont été acquis à ce jour dans le cadre de cette prospection.

Pour la plupart, il s’agit d’archives personnelles de membres ou de responsables de ces organisations [Jean Marie Dewulf (AA 2052); Pierre Houart (AA 2067); Olivier Coene (AA 2073); Frank Ödberg (AA 2075); Jean Solé (AA 2078); Luc Rijckaert (AA 2086); Michel Breydel de Groeninghe (AA 2101); Jean-Pierre de Crayencour (AA 2102)]. Les papiers de ces personnes mettent en évidence la continuité de leur action au travers de divers partis ou associations depuis les années 50, tout comme leur implication dans des cercles culturels et des groupes de réflexion. Ils permettent également d’observer les influences d’autres courants d’idées contemporains (pacifisme, antifascisme, anticommunisme, écologisme, tiers-mondisme...) sur les mouvements pro-belges et leurs conceptions de la nation.

D’autres fonds nous sont parvenus en droite ligne d’organisations soucieuses de préserver leurs archives. Ce fut le cas pour *Pro Belgica* (AA 2088), association patriotique et monarchiste créée en 1975 par le prince François de Mérode et ensuite successivement présidée par les généraux Emile Janssens et Jules Everaert, puis par la princesse Rosalie de Mérode. Nous avons



Affiche du Comité d'action nationale pour l'unité du pays et la liberté linguistique (CAN) en vue de la manifestation nationale du 31 mars 1963 à Bruxelles.

également reçu les archives du Comité de la flamme (AA 2104) qui, depuis sa création en 1951, gère l'ensemble des manifestations au monument du Soldat inconnu.

Ces deux associations du souvenir offrent des archives très complètes, qui indiquent

l'importance des lieux de mémoire pour ces mouvements.

Enfin, soulignons la place des associations d'anciens combattants dans le mouvement anti-séparatiste. L'expérience de la

période de guerre et les aspirations à une Belgique libérée ont créé chez elles une image particulière de la patrie. Leurs archives montrent notamment comment les fraternelles se sont mobilisées pour la reconnaissance et l'amélioration du statut de leurs membres au travers d'un discours éminemment patriotique [Union nationale des évadés de guerre (AA 2063); Belges unis (AA 2074)].

Le contenu de ces archives va désormais pouvoir être mis en relation avec d'autres fonds connexes, déjà conservés au CEGES, et permettre de mieux connaître ce mouvement hétérogène et plus globalement le tissu associatif belge de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Nous espérons aussi que cet élan inspirera d'autres personnes et organisations à déposer leurs archives auprès de notre institution.

Mathieu Roeges

## Des archives désormais consultables de façon digitale via Pallas !

Depuis 2007, le CEGES dispose au sein de son secteur Documentation d'un atelier de digitalisation. Quelques fonds d'archives importants ont entre-temps été digitalisés. Ils sont systématiquement importés en Pallas. Lorsque ce *Bulletin* sera publié, le *Verordnungsblatt* et les *Tätigkeitsberichte* de la *Militärverwaltung*, deux séries de sources qui peuvent être considérées comme des documents clés pour l'histoire de l'occupation en Belgique, seront accessibles de façon digitale via Pallas. Nous en reparlerons de manière plus développée dans le prochain numéro du *Bulletin*.

# LES ACQUISITIONS RÉCENTES DE LA PHOTOTHÈQUE

La banque d'images du CEGES, aujourd'hui disponible sur internet, constitue en Belgique l'un des fonds iconographiques les plus importants sur la Seconde Guerre mondiale. Ces dernières années, elle s'est enrichie de photos sur les anciennes colonies belges, le conflit de 1914-1918 et les années cinquante. Petit tour d'horizon des dernières acquisitions...

Provenant de fonds d'archives et de dons diversifiés, les collections photographiques du CEGES comptent aujourd'hui près de 350.000 clichés. Grâce au travail systématique d'inventorisation et de digitalisation entrepris depuis 1998, deux tiers d'entre eux sont à présent consultables sur internet ou dans notre salle de lecture via notre banque de données Pallas.

Conformément à l'ambition du CEGES d'élargir ses centres d'intérêt afin de devenir un lieu de référence pour l'histoire des grands moments de conflits et de ruptures au XX<sup>ème</sup> siècle, nos collections photographiques se sont enrichies ces dernières années de fonds qui dépassent le strict cadre chronologique de la Seconde Guerre mondiale.

Pour commencer, de nombreuses photos sur la vie quotidienne au Congo belge ont été acquises dans le cadre de l'enquête consacrée à la mémoire sociale des anciens coloniaux belges et plus récemment dans le cadre du projet de recherche "Femmes

et colonies" mené par Anne Cornet. Ces images ont toutes été prises par des particuliers. Elles nous offrent donc un regard différent sur la colonie, parfois très éloigné des clichés stéréotypés diffusés par les agences de presse et les organismes officiels. Les photos de Jean Verstraete, de Monsieur et Madame Vancampennolle, de la famille Ghesquière et de la famille Verfaille-Quivron apportent un témoignage particulièrement intéressant sur la vie quotidienne dans la colonie après 1945. D'autres clichés se rapportent davantage à des événements précis de l'histoire coloniale. Nous retiendrons entre autres les images de Monsieur de Maere sur la visite du roi Léopold III et de la princesse Liliane, celles de Monsieur Jottrand sur les dégâts occasionnés aux maisons d'Européens après les émeutes d'Élisabethville en juillet 1960 ou encore celles de Monsieur Leruitte sur les massacres perpétrés au Katanga en 1966-1967.

Ces dernières années, le CEGES a également élargi son champ de recherche à la Première Guerre mondiale. La photothèque a profité de cette ouverture thématique pour enrichir ses collections. Le fonds Michel De Bremaecker constitue l'acquisition la plus importante avec un millier de photos représentant l'arrière du front en Flandre. S'y sont ajoutés des clichés de la Fédération nationale des invalides sur les fêtes et commémorations de la Première Guerre mondiale, des cartes postales sur les villes et communes dévastées en 1914-1918, les images de



Enfant de coloniaux gardé par une domestique africaine, septembre 1958.

Janine Binon sur le travail des infirmières ou encore le fonds Blondeel reprenant principalement des vues de la côte

belge pendant le conflit. Parmi les petits dons non identifiés, on trouve également plusieurs centaines de photos de soldats belges dans diverses situations de leur vie quotidienne.

Par ailleurs, suite à l'appel sur les années cinquante lancé par le CEGES au mois d'avril, plusieurs fonds ont déjà été récoltés. Notons entre autres les photos de Gerlinda Swillen consacrées aux

mouvements féministes et les diapositives de Monsieur Golinvaux sur l'Exposition universelle de 1958.

En dehors des projets de recherche et des appels spécifiques qui ont été lancés, le CEGES continue de recevoir régulièrement des photos relatives à la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que nous est parvenue récemment la collection inédite de Louis Pighini qui comprend près de 300 clichés de la ville d'Anvers sous l'Occupation, réalisés clandestinement. Nous avons également acquis cette année une importante collection de photos de la VRT provenant des émissions de Jeroom Verhaeghe et de Maurice De Wilde, respectivement sur la vie quotidienne pendant les années trente et sur la Seconde Guerre mondiale. Ces photos sont actuellement en cours de classement et devraient être digitalisées d'ici le printemps 2009.

Florence Gillet



Soldats belges dans les tranchées de l'arrière du front à Lettenburg, 1914-1918.



# LE CEGES DIGITALISE LA PRESSE DE GUERRE

Après un an de préparation scientifique et technique, le CEGES a commencé en janvier 2008 la digitalisation de la presse de guerre belge. Le scannage de la presse clandestine et censurée des deux guerres mondiales a désormais atteint son rythme de croisière. D'ici la fin de l'année, environ 100.000 pages de journaux de cette époque seront converties en format digital. La finalité du projet consiste en le lancement d'une banque de données consultable en ligne et permettant une recherche sur le texte complet.

L'opération de digitalisation effectuée au CEGES fait partie du projet "Digitalisation de la presse belge, 1830-1950" et s'intègre au programme plus large de digitalisation des collections des Établissements scientifiques fédéraux. Le lancement de ce programme en 2005 constitue pour la Politique scientifique fédérale une première étape en vue de rattraper le retard belge sur le plan de la digitalisation des collections patrimoniales.

Le projet "Digitalisation de la presse belge, 1830-1950" est exécuté en partenariat avec la Bibliothèque royale. Cette dernière digitalise 30 grands titres nationaux représentatifs pour la période 1830-1950, ce qui correspond au total à environ 3 millions de pages. Le CEGES prend à son compte les journaux censurés et la presse clandestine de la Première et de la Seconde guerre mondiale, ce qui implique que pour les deux périodes de

guerre la presse est représentée de façon pratiquement exhaustive.

La presse quotidienne censurée comporte des journaux d'avant guerre qui, dans les limites fixées par la censure allemande, menèrent une politique de présence, et de nouveaux quotidiens qui optèrent résolument pour la collaboration. On comptabilise 60 titres qui répondent à ces critères, soit 37 pour la Première Guerre mondiale et 23 pour la Seconde. Le tout représente 295 volumes reliés (70.000 pages), conservés dans diverses institutions scientifiques et bibliothèques. Leur digitalisation a été confiée à Info-technique, une firme luxembourgeoise spécialisée qui, pour cette tâche, travaille en consortium avec Belgacom et qui se charge aussi de la digitalisation des gros volumes de la Bibliothèque royale.

La digitalisation de la presse clandestine, qui est toujours de nos jours considérée comme une des plus importantes expressions de la Résistance belge, a lieu dans le propre atelier de scannage du CEGES du fait de la fragilité du support matériel. En volumes imprimés cette presse (30.000 pages) occupe un espace au moins un tiers inférieur à celui pris par la presse censurée, mais elle est plus fragmentée. Pour la Première Guerre mondiale, ont été retrouvés 49 des 66 titres connus. Pour



*La Voix des Belges*, un des journaux clandestins belges les plus diffusés de la Seconde Guerre mondiale.



le second conflit, le compteur s'est arrêté pour l'instant à 724 titres, ce qui constitue un gain de 50 titres depuis la publication du *Guide de la presse clandestine de Belgique* en 1991. Tant la prospection au sein des collections des bibliothèques externes que la communication antérieure du projet de digitalisation sur le site du CEGES ont, de manière évidente, généré de nouveaux titres inconnus par le passé.

Le CEGES ne se limite donc pas dans ce projet à la digitalisation de sa propre collection de presse de guerre. Une telle approche n'aurait fourni qu'un résultat très insatisfaisant. Grâce à une banque de données qui approche d'assez près la totalité de la presse de guerre belge, la réunion virtuelle des collections de 15 institutions scientifiques et bibliothèques peut en définitive être présentée.

L'objectif final du projet en cours est de parvenir d'ici à la fin de 2008 à scanner les journaux, à travailler ensuite les images digitales au moyen du processus

de reconnaissance des caractères *OCR* (*Optical Character Recognition*) et à les pourvoir de métadonnées (informations sur le lieu de conservation, le titre, l'année...). L'ensemble de la presse de guerre et les 30 grands titres de journaux de la Bibliothèque royale seront accessibles en 2009 sur internet via un moteur de recherche portant sur le texte intégral jusqu'au niveau de la page. La reconnaissance de caractère (OCR) et les métadonnées doivent permettre aux chercheurs d'effectuer des recherches de manière ciblée et structurée au sein d'une grande quantité d'images digitales. Ce projet de digitalisation à grande échelle ne constitue pas seulement une première mesure prise contre la dégradation physique continue des originaux; il permet surtout de se rendre compte de l'immense progrès que constituera, pour la recherche scientifique relative à l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la possibilité d'effectuer des recherches dans le texte intégral d'une imposante collection de journaux.

Jan Laplasse

## Journée d'étude

En novembre 2008, la Bibliothèque royale et le CEGES organiseront une journée d'étude sur les aspects juridiques de la digitalisation des journaux historiques. Plus d'information sur le site du CEGES [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be).

# VOS PHOTOS DE FAMILLE SAUVEGARDÉES ET MISES EN VALEUR

En avril dernier, le CEGES lançait un appel en vue de collecter des fonds photographiques sur les années cinquante. L'objectif était surtout de s'adresser aux particuliers qui détiennent des collections de photos parfois inédites et souvent inexploitées. Nous profitons de ce *Bulletin* pour réitérer notre demande.

En tant que centre belge de référence pour l'histoire contemporaine, le CEGES poursuit l'objectif de réaliser une grande banque d'images du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, des centaines de personnes et d'institutions privées ont déjà fait confiance à son expertise et à son savoir-faire.

**Cette année, le CEGES se tourne vers les années cinquante.** Que vous ayez visité l'expo 1958, participé aux manifestations autour de l'affaire royale ou de la guerre scolaire, assisté aux grandes inondations de février 1953, à la tragédie de Marcinelle, aux travaux de la jonction Nord-Midi, à ceux de l'expansion du port d'Anvers, à l'inauguration des tunnels de la petite ceinture à Bruxelles ou aux premiers troubles à Léopoldville en janvier 1959, vous avez peut-être dans vos tiroirs des clichés de ces événements qui ont marqué les années cinquante. Vous avez certainement immortalisé votre première télévision, votre lieu de travail, l'apparition de l'indispensable réchaud à gaz, la mode des bas nylons, les grosses américaines et les files devant les

cinémas de quartier. Qu'elles soient celles d'événements historiques ou de la vie quotidienne, les images donnent un point de vue particulier sur la réalité historique.

Concrètement, la démarche est très simple. Vous prenez contact avec notre responsable du service audiovisuel, vous nous confiez vos photos pour une courte période le temps de les digitaliser et vous les récupérez ensuite avec une copie digitale sur CD, ce qui vous permet d'assurer leur conservation pour les générations à venir.

Pour toute question ou dépôt de photos :  
Florence Gillet  
Responsable section Images et Sons  
CEGES, 29 Square de l'Aviation, 1070 Bruxelles  
02/556.92.53  
[florence.gillet@cegesoma.be](mailto:florence.gillet@cegesoma.be)

Remise de trophée suite à un tournoi organisé dans le cadre de l'exposition 58. On aperçoit le roi Baudouin dans la foule.



## UN ACCÈS TOUJOURS PLUS GRAND AUX MULTIPLES FONDS ICONOGRAPHIQUES ET SONORES DU CEGES

L'apparition et l'expansion des supports audiovisuels constituent l'un des bouleversements majeurs du siècle dernier. Le développement du Centre comme pôle de référence pour l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle passe donc inévitablement par l'essor de sa section Images et Sons. Ces dernières années ont vu la mise en place de plusieurs chantiers dont nous vous proposons un bref aperçu.

**La photothèque** constitue la collection la plus importante de la section. Elle est composée en grande partie de clichés provenant de l'agence de presse *Sipho*, active en Belgique entre 1930 et 1944 et dont le directeur a été jugé en 1946

pour faits de collaboration avec l'occupant allemand. Suite à cette condamnation, ces photos ont été confisquées et confiées en 1970 au CREHSGM. Depuis la fin des années 90, nos collections bénéficient d'un traitement tout particulier afin d'être rendues accessibles au public via internet ou dans notre salle de lecture. Ce travail comporte quatre étapes indispensables : l'inventorisation, la numérisation, l'introduction des légendes et la recherche des ayants droit. Notre équipe s'est donc considérablement élargie ces derniers mois avec notamment la création d'un atelier de digitalisation. À l'heure actuelle, les fonds concernant la Birmanie, le Canada, les camps de concentration, le Danemark, la guerre du Pacifique, l'Indonésie, l'Iran, l'Italie, le Luxembourg, la Malaisie, les Philippines et Singapour ont été

entièrement traités. Sont également disponibles sous réserve de recherche de certains ayants droit : la Belgique, la Bulgarie, la Chine, la Corée, la Norvège, la Nouvelle Guinée, la Suisse, les Pays-Bas, le Portugal, la Première Guerre mondiale, la Roumanie et la Yougoslavie. La numérisation des photos sur l'Allemagne vient quant à elle d'être terminée. Enfin, l'inventorisation du front de l'Est devrait s'achever dans le courant de l'année 2009.

Atelier de digitalisation du CEGES.





Femmes au travail dans une usine de munitions de l'armée française, vers 1939-1940.

Par ailleurs, étant donné l'évolution des règles imposées en matière de *copyright*, le CEGES entreprend actuellement un travail de mise en conformité de ses collections. Cette opération consiste à identifier les ayants droit de chacune des photos, à retrouver leur trace et à les contacter en cas de communication de leurs images à des tiers. Concrètement, cela implique parfois un travail important de recherche dans les archives. Par ailleurs, il arrive que certaines photos restent orphelines ou que leurs ayants droit identifiés ne puissent être retrouvés. En attendant que ce travail soit finalisé, nous nous octroyons le droit de refuser temporairement la copie de certaines photos. En outre, dorénavant, une partie de nos collections ne sera plus consultable sur le *Web* que sous forme de descriptions textuelles. Néanmoins, elles restent accessibles dans notre salle de lecture.

Cette année encore, les photos du CEGES ont été très demandées par les éditeurs ou concepteurs d'expositions. Nous retiendrons entre autres l'ouvrage de Jonathan Littell *Le sec et l'humide : une brève incursion en territoire fasciste* avec de nombreuses photos de Léon Degrelle, l'exposition *Bruxelles, une capitale et ses habitants* organisée aux Halles Saint-Géry entre janvier et avril 2008 par la région de Bruxelles-Capitale en collaboration avec l'ULB, et enfin le récent article d'Olivier Rogeau paru dans *Le Vif-L'Express* sur les photos d'Otto Kropf représentant la Belgique joyeuse sous l'Occupation.

Outre les photos, le CEGES conserve également une importante collection d'**archives sonores** avec près de 4.000 interviews d'anciens résistants, d'anciens collaborateurs et d'autres témoins de la Seconde Guerre mondiale.

Elles ont été réalisées à la fois par des chercheurs du Centre, des journalistes et des étudiants. Actuellement, près de la moitié ont déjà été numérisées. Une grande partie d'entre elles sont également disponibles sous forme de description. Les dernières acquisitions concernent les interviews réalisées dans le cadre de l'enquête sur les anciens coloniaux belges. Nous encourageons d'ailleurs les chercheurs et étudiants qui réalisent des interviews dans le cadre de leurs travaux de recherche à en déposer une copie au CEGES afin d'en assurer la conservation et la valorisation. Un nouvel espace d'accueil pour la consultation des archives sonores et audiovisuelles a d'ailleurs été mis en place. La liste

des interviews est disponible sur le site du CEGES, rubrique "Images et sons".

**Les expositions** réalisées par le CEGES ont également connu un franc succès ces derniers mois. Le musée Wellington à Waterloo vient notamment de réaliser une rétrospective intitulée *Parcours de femmes dans les guerres : héroïnes et anonymes elles ont marqué l'histoire*. Leur travail s'inspire en grande partie de l'exposition *Femmes et Guerres* réalisée par le CEGES en 1997 et présentée aux Archives générales du Royaume. Elle lui emprunte d'ailleurs une partie de son matériel et présente de nombreux clichés photographiques puisés dans les collections du Centre.

Florence Gillet

## Un nouveau module photothèque, une digitalisation encore plus performante

Comme planifié, le nouveau module photothèque de Pallas fonctionne depuis la mi-2007. Il permet de décrire les images indépendamment de leurs caractéristiques physiques et en outre de détailler leurs différentes manifestations (plaque en verre, tirage argentique, version digitale). Il est basé sur les recommandations de SEPIA, ce qui rend possible la description des images en groupes et en collections, un peu comme cela se passe pour les archives. Le logiciel destiné au traitement des images (digitales) a été également complètement renouvelé. Il fonctionne de façon autonome sur les serveurs et véhicule de façon automatique l'immense majorité des métadonnées techniques pendant l'importation. Enfin, le logiciel a aussi été adapté pour traiter les documents d'archives digitalisés et une nouvelle visionneuse a été ajoutée au système pour les examiner.



# LA JUSTICE BELGE

## d'une guerre à l'autre

Pendant le XXe siècle, la justice belge fait, à deux reprises, l'objet de fortes pressions : pendant et après les deux guerres mondiales. Durant les deux occupations allemandes, la magistrature belge restée en fonction est confrontée à la coexistence de deux systèmes légaux et lutte pour préserver son indépendance. Après les deux guerres mondiales, la législation impose aux mêmes magistrats de sanctionner les collaborateurs. Quel est l'impact de ces situations de crise sur le système judiciaire belge ?

Deux chercheurs tentent actuellement de répondre à cette question. Mélanie Bost étudie le cas peu connu de l'attitude de la magistrature pendant la Première Guerre mondiale. Lawrence Van Haecke, quant à lui, aborde la répression des collaborations après la Seconde Guerre mondiale du point de vue peu exploré de l'État belge. Tous deux ont été engagés à l'été 2007 par le CEGES dans le cadre du Pôle d'attraction interuniversitaire "Justice et Société. Histoire sociopolitique de l'administration de la justice en Belgique (1795-2005)".

### Magistrature belge et Grande Guerre

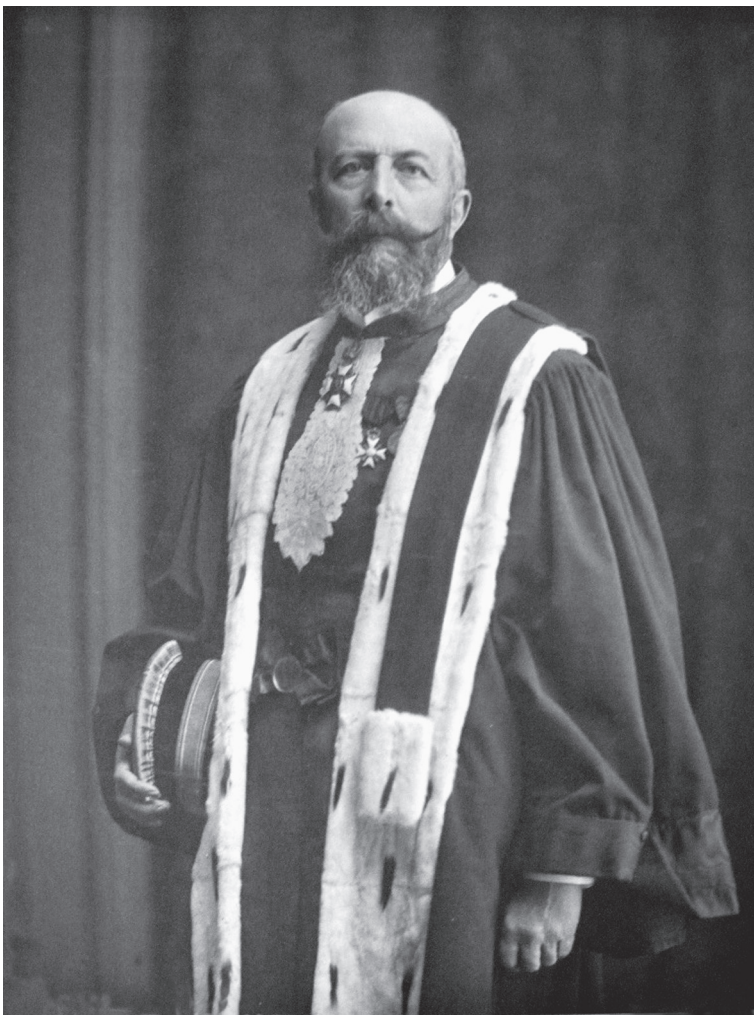
La recherche de Mélanie Bost a pour objet l'attitude de la magistrature belge face à l'occupant allemand et plus largement le fonctionnement de la justice belge pendant la Grande Guerre.

Les connaissances relatives à cette période singulière de l'histoire judiciaire se résument le plus souvent à l'épisode de la grève de la magistrature durant les dix derniers mois du conflit. Au-delà de l'histoire officielle de cet événement, la cohabitation des pouvoirs occupant et occupé dans le domaine judiciaire reste largement méconnue.

Pourtant, le maintien en fonction de la justice belge, prescrit par le gouvernement à la veille de l'invasion, est loin de constituer un événement anodin puisqu'il permet de préserver pendant quarante mois une part importante de la souveraineté nationale en territoire occupé.

Au sortir de la guerre, dans un contexte de relégitimation de l'État belge et de rassemblement d'éléments à charge contre l'État allemand, les atteintes à l'organisation et au fonctionnement de la justice, comme les vexations ou les mauvais traitements à l'égard de ses acteurs, sont montés en épingle. L'image qui s'imposera de la première expérience de guerre de la magistrature sera celle de l'attitude exemplaire d'un corps judiciaire uni derrière la défense des lois et des institutions nationales, image que renforcera, par contraste, celle de la seconde expérience d'occupation de la magistrature, davantage controversée.

L'ouverture progressive à la recherche des archives judiciaires de la Première Guerre mondiale et celle, exceptionnelle, des dossiers du parquet général près



Georges Terlinden, procureur général près la Cour de cassation de 1911 à 1926, a joué un rôle de premier plan en Belgique occupée durant la Première Guerre mondiale.

la Cour de cassation, ainsi que le (trop rare) dépôt d'archives personnelles de magistrats à l'instar du fonds Joseph Jamar conservé au CEGES, offrent à présent l'opportunité de renouveler l'historiographie du thème.

Les perspectives de recherche sont multiples : fonctionnement de l'appareil judiciaire en temps de guerre, interprétation par les cours et tribunaux des actes émanant de l'occupant, questions et problèmes posés à l'exercice de la justice nationale par le régime d'occupation, solutions imaginées pour les surmonter, persistance de certains blocages entre les deux parties, formes de cohabitation et éventuellement de collaboration. La grève elle-même, phénomène unique dans l'histoire de

la magistrature belge par sa singularité et son ampleur, mérite un examen approfondi. La vision officielle d'une position unanime des magistrats et les effets directs du 'cès de justice' – notamment le fonctionnement résiduel de la justice belge jusqu'à la mise en place des tribunaux allemands – recevront, dans ce cadre, une attention particulière.

Les effets de la guerre sur l'appareil judiciaire et son personnel dans l'immédiat après-guerre formeront un autre chapitre de l'étude : seront analysés, d'une part, le lien entre l'attitude individuelle des magistrats pendant la guerre et la progression dans la carrière – promotions / sanctions disciplinaires – et, d'autre part, le rôle joué par le corps judiciaire dans la restauration de l'État et en particulier au sein du processus répressif mis en place pour punir les différentes formes de collaboration.

## La justice militaire et la répression des collaborations après la Seconde Guerre mondiale

La recherche de Lawrence Van Haecke sur la répression de la collaboration se développe autour de trois angles d'approche, jusqu'ici peu ou partiellement explorés par l'historiographie.

Le premier de ces angles d'approche est l'étude de la répression du point de vue de l'État, dans ses relations avec la société. Sont étudiés la formation du cadre légal de la répression à Londres et les solutions apportées, en la matière, aux problèmes auxquels furent confrontés les membres du gouvernement belge en exil, puis en Belgique libérée. L'attention est

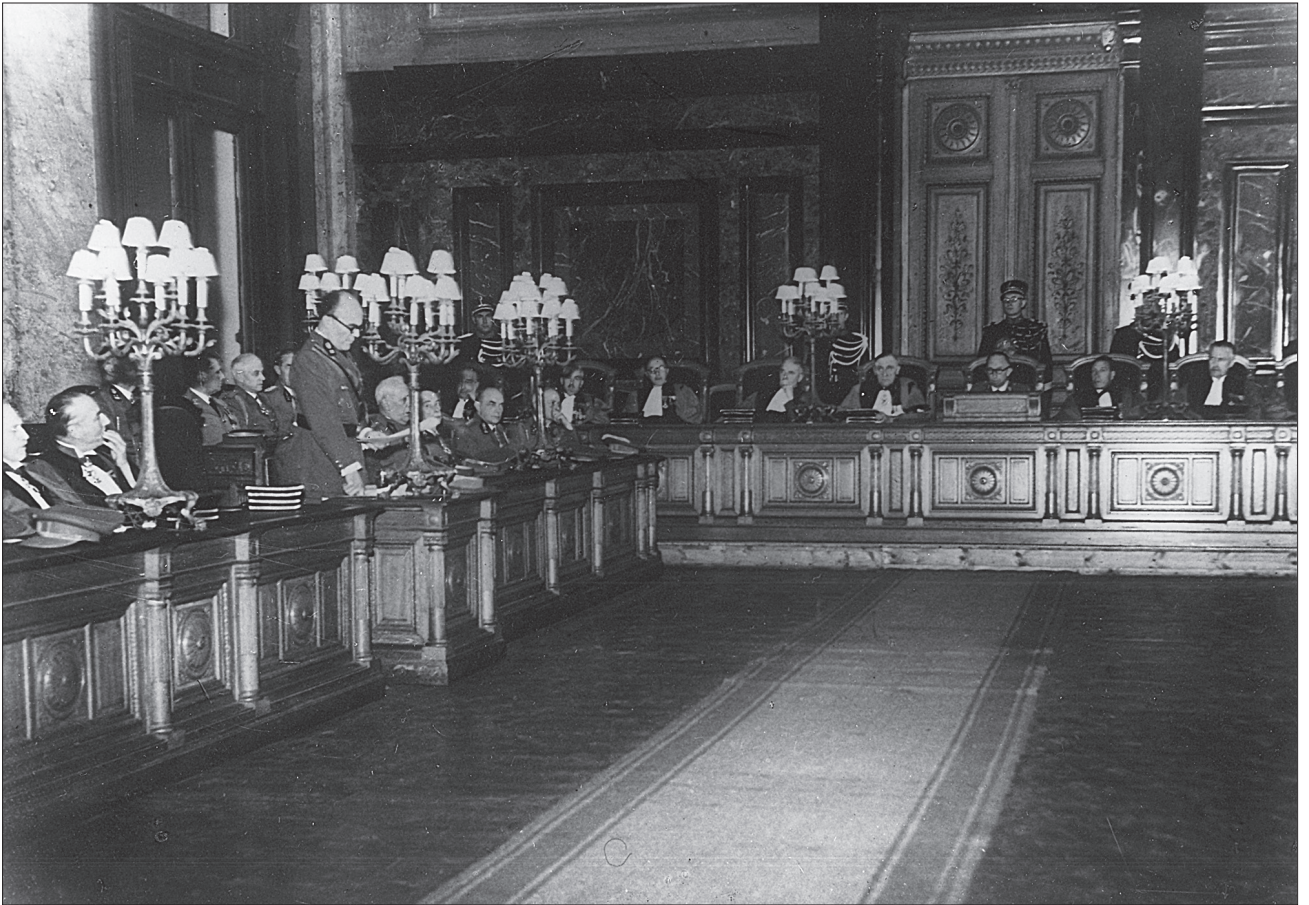
également portée sur le travail interne de la justice militaire, autrement dit, sur le fonctionnement du système répressif.

Cette manière de travailler diffère de celle employée par Luc Huyse et Steven Dhondt dans *La répression des collaborations. 1942-1952. Un passé toujours présent* (Bruxelles, CRISP, 1993), un ouvrage standard sur la répression des collaborations. Ce travail de qualité est surtout consacré aux résultats de l'activité des tribunaux militaires. Au moment de la parution de *La répression des collaborations*, peu de fonds d'archives intéressants étaient accessibles. Les

sources de l'ouvrage étaient donc limitées, et en outre de caractère très normatif. Se pose dès lors la question de savoir si les magistrats n'ont pas développé des pratiques spécifiques au sein même du cadre déterminé par la loi.

Les réponses à ce questionnement sont à chercher dans différents fonds d'archives. Pour ce qui concerne la préparation de la répression à Londres, on peut en particulier recourir aux archives du cabinet du Premier ministre Hubert Pierlot ainsi qu'à celles relatives au Comité pour l'étude des problèmes d'après-guerre (CEPAG). Huyse pointe du doigt les

L'auditeur général Walter Ganshof van der Meersch expose sa mercuriale le 17 septembre 1946 devant la Cour militaire.





arrêtés-lois de Londres – et, en particulier, l’arrêté-loi du 17 décembre 1942 – comme une cause de ce qu’il appelle les dérapages de la répression. Toutefois, en ce qui concerne la conception de ces arrêtés, Huyse s’est limité à la formulation d’hypothèses.

Pour l’étude de la mise en œuvre de la répression, la source la plus importante est constituée par les archives de l’Auditorat général, et en particulier par les Instructions générales qui sont conservées au CEGES. Ce riche ensemble archivistique offre un aperçu extrêmement détaillé du travail de l’Auditorat général.

La répression n’est pas seulement considérée d’une autre manière. Elle est aussi perçue comme un objet différent. Pour l’auteur de la recherche, la répression n’est pas seulement un phénomène pénal; elle relève également de la politique de maintien de l’ordre du gouvernement

Pierlot. Au sein de celle-ci, la répression est primordiale et est liée à la politique mise en place par le gouvernement pour regagner sa légitimité. Les archives du Haut Commissariat pour la sécurité de l’État sont de ce point de vue essentielles. L’auditeur général Walter Ganshof van der Meersch exerçait les fonctions de haut-commissaire et cumulait donc des compétences de contrôle et de coordination en matière de répression et de maintien de l’ordre.

Enfin, l’étude est également attentive à l’influence de la Première Guerre mondiale et de l’Entre-deux-guerres sur la préparation et l’exécution de la répression après la Seconde Guerre mondiale. L’influence de la répression menée après la Grande Guerre comme la question de l’amnistie qui a animé le Parlement tout au long de l’Entre-deux-guerres, sont particulièrement significatives pour cette recherche.

Mélanie Bost/Lawrence Van Haecke

## La bibliographie *La Belgique et la Seconde Guerre mondiale* nouvelle mouture

La bibliographie *La Belgique et la Seconde Guerre mondiale* pour les années 2005-2006 est disponible sous forme digitale sur le site du CEGES ([www.cegesoma.be/bibliographies](http://www.cegesoma.be/bibliographies)). Par le choix d’une publication digitale, le CEGES cherche à mieux correspondre à la digitalisation croissante de la recherche historique. Les publications sous forme digitale offrent en outre nettement plus de possibilités de recherche. C’est la raison pour laquelle les bibliographies relatives aux années 1970-2004 ont aussi été digitalisées. Toutes les bibliographies ont été regroupées sur le site du CEGES dans la nouvelle rubrique Bibliographies. Les lecteurs qui préfèrent une édition classique sur papier pour les années 2005-2006 peuvent commander un exemplaire auprès de Lieve Maes ([lieve.maes@cegesoma.be](mailto:lieve.maes@cegesoma.be) ou par téléphone au 02/556.92.07). Cette version imprimée coûte 5 euros (+ frais d’envoi).

La bibliographie consacrée aux années 2005-2006 se présente de façon différente non seulement sur le plan de la forme, mais aussi du contenu. Dorénavant seules les publications scientifiques sont reprises.

# L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL EN BELGIQUE

## pendant la Seconde Guerre mondiale

En janvier dernier, le CEGES a démarré un projet de recherche fédéral d'une durée de quatre ans consacré à l'enseignement secondaire général en Belgique sous l'Occupation. L'objectif de cette étude est de mesurer l'impact du conflit et de la situation d'occupation sur le monde de l'enseignement, à court et à plus long terme, et d'ainsi remédier à ce qui demeure une lacune dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi dans celle de l'enseignement en Belgique.

Il est remarquable de constater que, bien qu'ayant chacun de leur côté fait l'objet d'une large production scientifique, très peu de recherches aient été menées à la croisée de ces deux domaines que sont l'histoire de l'enseignement et l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. De façon assez récurrente, la plupart des ouvrages de synthèse font l'impasse sur l'enseignement durant la période 1940-1945. Ce fut l'une des constatations du colloque *Société, culture et mentalités. L'impact de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, organisé par le Centre en 1995 et qui, deux ans plus tard, déboucha sur une publication pionnière intitulée *La Seconde Guerre mondiale, une étape dans l'histoire de l'enseignement*, réunissant, sous la direction de Marc Depaepe et Dirk Martin, une série de contributions d'historiens et de pédagogues. Ce nouveau

projet s'inscrit dans la même lignée. Il crée l'espoir de pouvoir mettre en lumière d'ici peu un pan encore largement inexploré de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

### Un enseignement vecteur d'idéologies

En temps de paix comme en temps de guerre, l'enseignement, et plus largement l'éducation, n'a cessé d'être une préoccupation des élites dirigeantes. Avoir le contrôle des structures d'enseignement signifie effectivement assurer le développement de la nouvelle génération de citoyens dans le cadre de ses propres systèmes de pensée et de valeurs. Alors que les années 30 tendent vers une 'pédagogisation' des masses, l'activité formatrice qu'exerce l'école sur la jeunesse devient un moyen efficace pour propager une certaine vision de l'homme et de la société. En Belgique, dès les premiers mois d'occupation, l'école apparaît dès lors comme un enjeu particulier dans le cadre de la politique culturelle de la *Militärverwaltung*. C'est cet aspect particulier des interactions entre occupant et occupés que nous nous proposons d'analyser au travers de cette étude sur l'enseignement.

Une classe de jeunes adolescents au temps de l'Occupation.





La recherche se concentrera sur l'enseignement secondaire général. Premièrement parce qu'il couvre une classe d'âge particulièrement sensible à la question de l'influence/résistance aux courants idéologiques. Ensuite, parce que, tout en embrassant une base sociale plus large que l'enseignement supérieur ou universitaire, les humanités étaient encore alors considérées comme un enseignement d'élite. Enfin, cet enseignement s'organisant à la fois au niveau central et local, la recherche permettra une analyse comparée de différents niveaux de pouvoir et de décision.

D'un point de vue chronologique, l'étude se focalisera sur l'Occupation. Cependant, afin de souligner le caractère de rupture ou de continuité de la période, elle s'inscrira aussi sur une plus longue durée : un aperçu des pratiques éducatives des années 30, d'une part, des débats politiques menant au pacte scolaire de 1958, de l'autre, offrira la possibilité de remettre en contexte nos observations. De même, l'analyse du travail en classe et l'influence éventuelle de l'idéologie national-socialiste sur la pédagogie ne se révéleront pertinentes qu'à l'aune des grands courants de réflexion en matière de pédagogie, en vogue au début du siècle.

## Premières pistes de recherche...

Cette recherche ayant démarré il y a peu, les travaux furent, jusqu'à présent, essentiellement consacrés à la définition du cadre légal de l'enseignement

sous l'Occupation (*Moniteur belge, Verordnungsblatt...*). Ils auront également permis de mieux cerner les différents acteurs impliqués dans la politique d'enseignement (ministère de l'Éducation, archevêché, *Militärverwaltung*), mettant d'ores et déjà en lumière l'action de certains personnages clefs (Marcel Nyns, Cardinal Van Roey, Dr. Löffler, ...). De façon plus générale, les premières lectures et premiers dépouillements auront mis en exergue certaines questions complexes comme, par exemple, l'évolution des rapports entre réseau libre et réseau officiel face à l'interventionnisme de l'occupant, ou les possibilités d'accommodation entre un système scolaire essentiellement fondé sur la liberté d'enseignement (art.17 de la Constitution) et un régime autoritaire.

Afin d'approfondir ces questions, la recherche se subdivisera en deux études parallèles, selon le clivage principal dans l'histoire de l'enseignement en Belgique : Sarah Van Ruyskenvelde s'occupera plus spécifiquement du réseau libre catholique, alors que Mathieu Roeges se consacrera à l'enseignement officiel. Ainsi pourront être mises en avant les répercussions différentes de l'Occupation sur chacun des réseaux.

Par la suite, il est prévu d'illustrer le propos par un examen plus poussé de certains cas d'espèce, et d'aborder le vécu de cette période troublée dans l'enceinte même des établissements.

Cette dernière approche devrait permettre d'évoquer les réalités sociale, politique et pédagogique de façon plus concrète.

**Mathieu Roeges/Sarah Van Ruyskenvelde**

# FEMMES EN COLONIE

## CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI

### (1885-1962)

Par leurs activités pédagogiques et sanitaires, les femmes occidentales ont contribué au fonctionnement du monde colonial, dont elles ont notamment influencé les relations avec les familles africaines. Pourtant, la place qu'elles ont occupée dans les projets coloniaux est restée longtemps marginale dans la recherche historique, notamment pour l'Afrique ex-belge. Le CEGES a décidé de pallier cette lacune en initiant une recherche de deux ans (renouvelable une fois) sur cette thématique. Cette étude s'inscrit dans l'ouverture du Centre sur la problématique coloniale, inscrite dans ses priorités depuis quelques années.

Il n'existe pas à ce jour d'étude globale sur le rôle des Occidentales comme 'agents de colonisation' dans les territoires administrés par la Belgique en Afrique centrale. Cette expression implique l'action exercée par ces femmes dans l'administration et le contrôle de la société colonisée. Elle doit être comprise au sens large, en y incluant non seulement les fonctionnaires féminines de l'État, mais aussi les missionnaires catholiques et protestantes au service d'une congrégation et d'un projet évangélique, les épouses partageant la mission de leur conjoint (épouses de colons, de fonctionnaires, d'agents de sociétés privées...), les employées de sociétés privées, sans

oublier les artistes et les voyageuses, qui passaient brièvement, mais jouaient un rôle important dans les articulations entre colonie et métropole.

La production historique sur les femmes occidentales d'Afrique belge accuse un sérieux retard sur les recherches effectuées à propos d'autres espaces coloniaux. Ce projet de recherche vise à combler partiellement ces lacunes, en dressant un portrait aussi précis que possible du monde féminin occidental en Afrique 'belge', et en déterminant de quelle manière les femmes ont contribué à élaborer et mettre en place un modèle spécifique de colonisation. Il scrute le travail rémunéré et bénévole, les activités économiques et sociales, les réalités quotidiennes et les discours de principe, les archives officielles et privées, la presse et la propagande, la publicité et la documentation iconographique.

Un premier objectif vise donc à réaliser un portrait précis et circonstancié du monde féminin occidental actif, bénévole ou professionnel, en cernant le profil de ces divers groupes de femmes, entre autres leur origine nationale, idéologique et sociale, leur bagage scolaire et professionnel, leur répartition géographique sur le territoire colonisé (brousse, postes locaux, grandes cités), leur affectation aux divers secteurs de la vie coloniale (santé, enseignement, travail

social, administration, commerce, œuvres caritatives...).

La recherche porte également sur les réalités de terrain et les activités

vision globale de la répartition des tâches, des initiatives de terrain, des conflits de pouvoir et des marges de manœuvre acquises en colonie.



Les missionnaires constituent la majeure partie de la population féminine de la colonie belge avant la Seconde Guerre mondiale. Elles sont prioritairement affectées aux activités sanitaires et éducatives. Ici, une sœur de la Charité de Jésus et Marie (Gand) avec un bébé africain à Ndekeshha (Kasai).

concrètes de ces femmes (activités professionnelles, bénévoles, sociales, culturelles, festives...), sur leur structure et leur organisation (travail individuel, projets collectifs, synergies, regroupements en associations), sur les publics ciblés, et sur les marges de manœuvre de ces Occidentales à l'égard des autorités coloniales et des structures socio-économiques. Les questions relevant de la vie privée et affective n'y seront abordées que lorsqu'elles interfèrent avec les activités professionnelles.

Un troisième angle d'attaque concerne la manière dont les femmes occidentales se sont inscrites dans le projet colonial belge et l'ont influencé, y compris dans les rapports de force entre hommes et femmes. Nous tenterons de donner une

Le projet vise enfin à comprendre les articulations entre le projet colonial (porté par l'État, les missions religieuses et les sociétés privées par rapport aux populations locales, à leur économie, leurs modes de vie, etc.) et la place accordée aux femmes occidentales dans ce processus. Quelles étaient les motivations, les objectifs et les conséquences des diverses activités confiées en priorité aux femmes ? Étaient-elles des exécutantes, ou avaient-elles des projets précis qu'elles cherchaient à concrétiser par des activités particulières ? Revendiquaient-elles un rôle de colonisatrices, d'éducatrices,

de 'civilisatrices', pour reprendre la terminologie de l'époque ? Avaient-elles conscience de participer à la mise en œuvre d'un projet colonial ? Ces questions, et beaucoup d'autres sont au cœur de ce projet de recherche.

Ces diverses questions impliquent l'analyse tant du discours (en métropole et en colonie) que des activités des femmes au quotidien. Elles nécessitent également une vision diachronique qui s'attache à l'analyse des évolutions durant l'ensemble de la période étudiée (notamment en fonction d'événements marquants). Enfin, l'examen de la pratique féminine de la colonisation permettra de voir comment les femmes occidentales se sont positionnées par rapport aux femmes africaines.

Anne Cornet

# FEMMES BELGES AU TRAVAIL EN ALLEMAGNE

durant la Seconde Guerre mondiale

Dans la plupart des travaux de synthèse, la déportation et le travail obligatoire sont explicitement ou implicitement une question d'hommes – jeunes gens et pères de famille – qui doivent abandonner leur patrie et leur famille pour aller travailler contre leur gré au profit de l'ennemi. Or, une des grandes différences par rapport à la Première Guerre mondiale, c'est que les déportations du second conflit mondial touchent tout le monde : en sont victimes non seulement des ouvriers, mais aussi des étudiants, des fonctionnaires et des intellectuels. Contrairement à la Première Guerre mondiale, des femmes doivent être aussi ajoutées à cette liste. Les statistiques actuellement disponibles renseignent en effet quelques dizaines de milliers de femmes belges ayant séjourné et travaillé en Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale.

Les historiens de la guerre et la mémoire collective semblent tenir pour acquis que la mise au travail des femmes en Allemagne fut en grande partie une question d'exceptions et de volontaires. En raison de l'obsession récurrente de l'historiographie belge pour la question de la culpabilité ou de

l'innocence, de la clémence allemande envers la mise au travail des femmes en Belgique occupée, et de l'idéologie de genre contemporaine qui tantôt problématise, tantôt tait le travail des femmes, les expériences des quelque 30.000 femmes belges qui passèrent une partie de la guerre en Allemagne n'ont pratiquement pas été étudiées jusqu'à ce jour.

La première étape du projet de recherche "Expériences de travail de femmes belges durant la Seconde Guerre mondiale", que le CEGES a initiée en janvier 2007, consistera donc à tenter de reconstituer l'histoire de ces femmes. Outre la mise en lumière du récit d'un groupe 'oublié' de victimes parmi d'autres, l'étude du travail volontaire ou obligatoire de femmes belges en Allemagne peut aussi susciter le débat autour d'une série de questions : les relations entre d'un côté l'occupant allemand et de l'autre les autorités belges, l'administration et les élites; la manière dont l'occupant allemand organise l'économie de guerre tant dans les pays occupés qu'en Allemagne; la vie quotidienne en temps de guerre, les choix opérés par la population belge et leurs conséquences; l'évolution des conceptions sur les femmes, le travail et la famille, et, liés à cela, les débats internationaux sur la guerre et les changements sociaux. Sont aussi abordés les débats

d'après guerre sur le statut de héros, celui de victime et sur la collaboration, l'intégration des travailleurs(euses) à leur retour au pays, et la manière dont la société belge a traité cet aspect de l'histoire de la guerre et s'en est ou non souvenu.

En lien avec ce projet, **le CEGES organisera en outre le 16 décembre 2008 un colloque international intitulé *Foreign Labour in War-Time Germany : the Gender Perspective***, qui, sans négliger la recherche belge, s'ouvrira à une

comparaison à la fois internationale (France, Pays-Bas, Europe de l'Est) et chronologique (Première et Seconde Guerres mondiales). Divers groupes de discussion se pencheront sur la préparation de la déportation, le recrutement et les conditions de vie et de travail en Allemagne, mais aussi sur le rapatriement et le traitement de l'expérience vécue dans l'après-guerre (par les autorités et les personnes concernées). Des informations complémentaires sur ce colloque seront bientôt disponibles sur le site [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be).

Des femmes wallonnes au travail dans une usine de biscuits en Allemagne. Cette photo de propagande tente de présenter de façon attrayante les conditions de travail outre-Rhin.

**Hannelore Vandebroek**





# APPEL AUX FEMMES BELGES EN ALLEMAGNE

## pendant la Seconde Guerre mondiale

Le 6 octobre 1942, l'occupant introduisait le travail obligatoire en Allemagne. Des dizaines de milliers de Belges furent contraints d'aller travailler en Allemagne pour une période plus ou moins longue. L'indignation publique des organisations féminines, des autorités belges et de l'Église, entre autres, fut telle que le pouvoir occupant préféra en mars 1943 renoncer à la déportation des femmes.

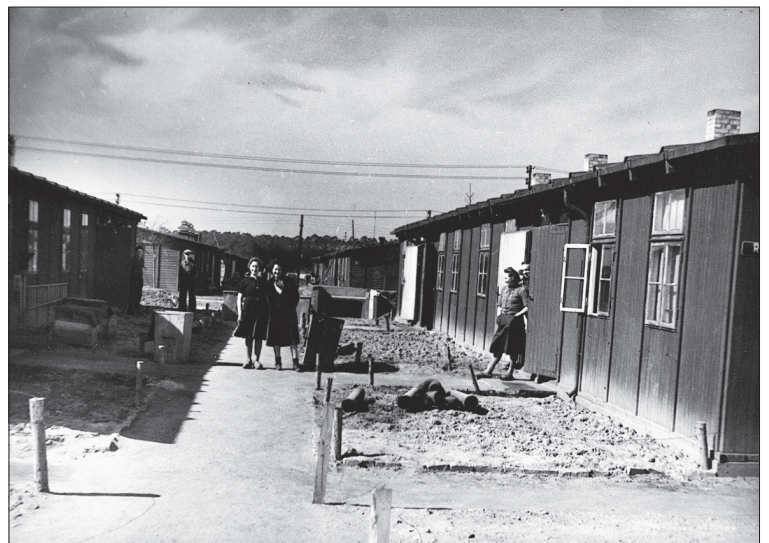
Ceci dit, des travailleuses avaient déjà été convoquées et étaient déjà parties avant cette date; en outre, après celle-ci, de nombreuses exceptions subsistèrent, qu'il s'agisse du personnel de maison féminin, de femmes qui furent appelées via des listes de personnel, d'autres qui avaient suivi leur mari ou d'autres enfin qui furent obligées de travailler en Allemagne pour échapper à la misère. Selon les données chiffrées existantes disponibles, environ 30.000 femmes belges travaillèrent et habitèrent en Allemagne pendant la guerre. Leur histoire est largement méconnue.

Hannelore Vandebroek s'évertue au CEGES à collecter les récits de ces femmes. Elle a recours à des archives et à des sources publiées, mais ces documents n'offrent qu'une vision partielle de la réalité. Aussi fait-elle appel aux témoignages

oraux de femmes qui ont travaillé ou habité en Allemagne pendant la guerre, ou éventuellement aux souvenirs des enfants ou des familles de ces femmes. Des journaux personnels, des photos et d'autres sources sont également les bienvenus ! On peut y ajouter les histoires de femmes qui sont passées dans la clandestinité ou ont été réfractaires.

Celles et ceux qui désirent réagir à cet appel ou qui peuvent fournir des informations susceptibles d'aider à trouver d'éventuels témoins peuvent le faire à l'adresse courriel suivante : [hannelore.vandebroek@cegesoma.be](mailto:hannelore.vandebroek@cegesoma.be) ou par téléphone au 02/556.92.11.

*De la main-d'œuvre belge  
mise au travail en Allemagne.  
Camp de travail de Dessau,  
Lager Nord I.*



## LA BELGIQUE ET LE DROIT DE LA GUERRE à l'épreuve des faits

La guerre et le droit semblent deux inconciliables contraires. C'est pourtant paradoxalement au XX<sup>e</sup> siècle, période durant laquelle les guerres les plus brutales et les plus massives de l'histoire furent menées, que pour la première fois un droit de la guerre étendu et codifié, fut élaboré et accepté à l'échelle mondiale. Comment s'est faite cette lente et laborieuse évolution depuis un vague *gentleman's agreement* concernant le 'fair-play' sur le champ de bataille jusqu'à des lois obtenues par des cours internationales pour protéger soldats comme civils, et quel rôle joua la Belgique dans ce processus, tel est le point de

départ de cette recherche sur "Guerre et démocratisation".

Le projet de recherche "Guerre et démocratisation" a été entamé en janvier 2007 par Emmanuel Debruyne, engagé depuis lors à l'UCL dans un projet de recherche sur la Première Guerre mondiale, puis confié à Rik Verwaest en novembre 2007. L'objectif de la recherche est la mise en perspective du développement d'un droit de la guerre international au sein d'un large processus de démocratisation qui prend place en Belgique après les deux guerres mondiales.

Comment la Belgique a-t-elle considéré le développement du droit de la guerre à La Haye (1907) et à Genève

Soldats allemands capturés en septembre 1944 à Saint-Marcoult (commune de Silly, province de Hainaut). Après la capitulation, la Belgique fera usage d'une disposition particulière du droit de la guerre pour intégrer pendant deux ans dans la 'bataille du charbon' comme travailleurs forcés près de 60.000 prisonniers de guerre allemands.



(1948) ? Comment a-t-elle appliqué ces conventions ? Quelle position a-t-elle adopté sur la scène internationale, de quelle manière a-t-elle appliqué dans la pratique le droit de la guerre ?

Il est tentant de considérer le rôle de la Belgique dans l'histoire du droit de la guerre comme celui d'une victime passive, devant toujours subir la loi du plus fort. Deux fois confrontée à une invasion brutale et à une occupation cruelle par un agresseur pour qui les '*Befehl*' et '*Kriegsnotwendigkeit*' suffisaient comme justification aux crimes les plus atroces, il est évident que la Belgique était très favorable à l'extension et à l'observation du droit de la guerre. Mais une telle présentation univoque de la Belgique comme partisan inconditionnel d'un droit de la guerre maximal rend-elle justice à toutes les nuances ?

Mener la recherche sur la position belge par rapport au droit de la guerre dans cette seule perspective victimaire présenterait une image bien trop partielle. Il apparaît plus intéressant de confronter la position belge vis-à-vis du droit de la guerre durant l'expérience passive des occupations allemandes avec l'application active et l'interprétation des lois de la guerre par les autorités belges lorsque la Belgique se trouva elle-même en position dominante. Comment la Belgique s'est-elle comportée en tant qu'occupant, belligérant et gardien de prisonniers de guerre ? Le proverbe "la qualité se révèle à l'usage" vaut aussi pour le droit de la guerre.

Une période importante pour cette recherche est celle de l'occupation de la Rhénanie et de la Ruhr par l'armée belge dans le prolongement de la Première Guerre mondiale. Cinq ans après

l'occupation allemande de la Belgique, des dizaines de milliers de soldats belges se trouvèrent en territoire ennemi, où ils se virent confrontés à une population hostile et à des attaques terroristes. Le gouvernement se vit contraint de définir son attitude en tant qu'occupant et de répondre au dilemme qui s'ensuivait : qu'est-ce qui était légitime lorsque la sécurité de ses propres soldats était menacée ? Quelle fut l'attitude de la Belgique en tant qu'occupant vis-à-vis des punitions collectives, des otages et du respect des institutions locales ?

Un cas également intéressant est celui des prisonniers de guerre allemands après la Seconde Guerre mondiale. L'engagement de près de 60.000 prisonniers de guerre dans la fameuse 'bataille du charbon' aura mis notre pays face au dilemme de choisir entre le devoir juridique et moral de respecter la convention des prisonniers de guerre, et l'intérêt économique de la mise au travail forcé de prisonniers de guerre toujours plus récalcitrants.

Sur base de recherches archivistiques menées à l'Auditorat général, au Conseil des ministres et aux ministères des Affaires étrangères, de la Justice et de la Défense, est analysé le processus dialectique d'expériences et de problèmes liés à l'application du droit de la guerre dans la pratique – comme par exemple au cours de l'occupation de la Ruhr – qui déterminèrent la position de la Belgique vis-à-vis du droit de la guerre. Via l'étude des débats parlementaires et une sélection d'articles de presse pertinents, nous incluons dans l'analyse l'opinion publique belge au sens large.

**Rik Verwaest**

# HENRI STORCK

## Un cinéaste sous l'Occupation

4 août 2006. La RTBF ouvre son journal télévisé par cette information, à tort qualifiée d'« exclusive » : Henri Storck, le père du cinéma belge, « aurait été proche des autorités allemandes pendant l'Occupation », tentant ensuite d'« occulter une période peu glorieuse de sa vie ». Une polémique pouvait naître, au détriment des nuances, des paradoxes et des complexités du social.

Fruit d'une convention passée entre le CEGES et la Communauté française de Belgique, cette recherche en cours entend faire le point sur les activités cinématographiques d'Henri Storck durant la Seconde Guerre mondiale. Elle s'articule autour de trois lignes de force.

### Un microcosme

Centré sur la figure de Storck, ce travail a également pour ambition de poser les jalons d'une étude plus globale sur le cinéma belge en 1940-1944, dont la connaissance historique reste lacunaire à l'exception notable de certaines thématiques, comme par exemple les actualités filmées.

L'étude du milieu cinématographique durant le second conflit mondial apparaît indispensable pour comprendre l'attitude de Storck. La comparaison avec les trajectoires d'autres réalisateurs belges tels Jan Vanderheyden, André Cauvin ou Charles Dekeukeleire montre quelles étaient les voies possibles pour un réalisateur en temps de guerre. L'analyse

du microcosme cinématographique révèle aussi l'importance des liens interpersonnels, souvent forgés avant la guerre et qui contribuent à expliquer certaines fidélités et collaborations – idéologiquement surprenantes – qui persistent durant le conflit.

### L'amont et l'aval

Limiter l'analyse aux seules années de guerre n'a guère de sens, tant les continuités sur le plan des pratiques professionnelles sont flagrantes. Comme la plupart des cinéastes belges d'alors, Storck court la commande tout au long de sa carrière, faute d'aides étatiques à la production cinématographique qui ne seront instaurées qu'au tournant des années 1950-1960.

Son travail durant la guerre doit être réinscrit dans cette logique économique. Alors que le cinéma belge est placé sous tutelle allemande, Storck réalise entre 1942 et 1944 *Symphonie paysanne*, un film financé par la Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation, organisme créé en août 1940 et dirigé par le nationaliste flamand Piet Meuwissen. Ce documentaire consacré à la vie des paysans et au travail de la terre est l'aboutissement d'un projet que Storck avait en vain tenté de faire financer dès 1936.

### Au-delà de l'idéologie

À l'heure actuelle, on retient surtout – et souvent seulement – du cinéaste ostendais *Misère au Borinage*, documentaire social dénonçant en 1933 l'extrême indigence





Henri Storck (à droite) sur le tournage de *Symphonie paysanne*, soit entre 1942 et 1944.

dans laquelle étaient maintenus les mineurs borains. La filmographie d'Henri Storck apparaît pourtant, à quelques exceptions près, peu politique. C'est l'image de *Borinage* qui est restée, en oubliant qu'il réalisa plus de 70 films composant une œuvre multiple, protéiforme, souvent de circonstance.

Le travail d'Henri Storck ne doit sans doute pas être analysé uniquement à l'aune de l'idéologie. D'autres facteurs comme les nécessités économiques, la passion du cinéma, l'ambition, le goût de la forme, ou encore les aléas et contraintes du quotidien doivent être pris en compte. Au vu de ces différents éléments, la question de départ doit sans doute être renversée. Plutôt que de se demander – comme le faisait *Le Soir* dans un titre

s'étalant sur 5 colonnes le 6 août 2006 – "Storck a-t-il collaboré ?", il faut plutôt s'interroger : Storck fut-il, un jour, un cinéaste engagé ?

## Faire du cinéma

Une réflexion sur ce que veut dire – socialement, culturellement, politiquement, économiquement – "faire du cinéma" en Belgique, avant les années 1960, peut ainsi émerger. En l'absence de toute aide institutionnalisée à la production cinématographique, on doit finalement se demander si un cinéaste en Belgique n'était pas, en temps de paix comme de guerre, dans une certaine mesure toujours *sous tutelle* ?

**Bruno Benvindo**



## LES 'ENFANTS DE LA WEHRMACHT', UN TABOU BELGE ?

Que font les soldats des armées d'occupation quand ils ne combattent pas ? Comme tous les hommes en temps de paix, ils recherchent les femmes, essayent d'attirer leur attention et de les séduire. Et parfois de ces éventuelles relations naissent des enfants. Que sont devenus les quelque 20 à 40.000 filles et fils de femmes belges et de militaires allemands qui, d'après certaines estimations, seraient nés durant la Seconde Guerre mondiale ? Ont-ils totalement disparu de la mémoire collective ? Comment ont-ils traversé les années d'après guerre ? Et qu'en a-t-il été de la formation de leur mémoire, de leur identité ?

Depuis 1993, année de la parution de l'étude de l'historienne danoise Anette Warring, *Tyskerpiger : under besoettelse og retsoppor*, un peu partout en Europe, des chercheurs se sont intéressés au sort des enfants de la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, se sont constituées des associations d'enfants de la *Wehrmacht'*, dont les membres se sont souvent mis à la recherche de leur père biologique. Un peu partout en Europe, sauf dans les pays balkaniques et en Belgique. Or, les historiens ont de plus en plus pris conscience que le corps, la sexualité – des hommes et des femmes – sont des objets politiques et peuvent donc fort bien devenir sujets

de l'histoire politique. La diabolisation du nazisme a, à vrai dire, contribué à la stigmatisation de tous ceux qui ont eu à voir avec les Allemands – y compris les enfants. C'est pourquoi on peut se demander si, à ce niveau, on n'a pas justement reproduit les comportements et les méthodes non démocratiques, sexistes et racistes du nazisme qu'on prétendait combattre au nom de la démocratie et de la liberté.

De cette recherche entamée en septembre 2007, il apparaît que la Belgique occupe une place particulière en ce qui concerne la problématique des 'enfants de la *Wehrmacht'*. Des archives et des documents d'époque montrent que l'occupant a tenté d'intervenir dans les relations entre ses soldats et la population féminine locale. Non seulement le foyer '*Lebensborn' Ardennen* a été créé au début de 1943 à Wégimont, près de Liège, mais en outre les autorités allemandes ont suivi une politique matrimoniale pas toujours rectiligne – avec même des mariages posthumes – et ont parfois attribué une aide financière à la mère célibataire. Les présumés racistes de la politique de natalité nazie transparaissent cependant. Une nette distinction avait été opérée entre les enfants de mères flamandes, donc 'germaniques' et ceux d'origine wallonne, de moindre valeur. Tout cela se faisait discrètement, dans la volonté de donner une bonne image de l'Allemand auprès des populations.

La recherche doit toutefois aller au-delà de l'idéologie nazie. Les relations homme/femme, qu'elles aient été uniques, brèves ou de longue durée, qu'elles aient été couplées à des sentiments profonds, ou qu'elles aient eu lieu en Allemagne ou dans les territoires occupés, se plient assez mal à l'approche idéologique. Comment est-ce arrivé ? Que faisaient les femmes lorsqu'elles constataient leur grossesse ? Qu'en savaient les pères naturels et comment ont-ils réagi ? Quel fut le nom donné à la naissance ? Et l'enfant l'a-t-il gardé ? Comment l'entourage, la famille, les instances religieuses et administratives ont-elles réagi ? Le législateur a-t-il dans ce cas élaboré des mesures spécifiques ? Bien des questions se posent sur un plan non seulement historico-politique, mais aussi au niveau social, économique, médical, psychique...



Soldat de la *Wehrmacht* originaire des cantons de l'Est avec sa compagne belge et leur fils, septembre 1943.

Sans les témoignages des personnes concernées – les enfants (aujourd'hui sexagénaires), les pères et mères (quand ils vivent encore), les contemporains, les voisins, les membres de la famille, le personnel médical –, il n'est pas possible de sauver cette mémoire collective et personnelle, et de ramener à la lumière les 'enfants de la *Wehrmacht*'. C'est pourquoi le CEGES a décidé de soutenir pleinement cette recherche et de lancer sur son site un appel à témoins.

Les personnes désireuses de réagir à cet article ou de répondre à cet appel peuvent prendre contact avec Gerlinda Swillen via un courriel à son intention à l'adresse [cegesoma@cegesoma.be](mailto:cegesoma@cegesoma.be) ou par téléphone au 02/556 92 11.

**Gerlinda Swillen**

## LE MONDE COLONIAL AU CENTRE DE DEUX COLLOQUES

Ces derniers mois ont été fertiles en activités scientifiques. Le projet de recherche sur la mémoire sociale des anciens coloniaux belges a pris fin. Deux colloques scientifiques ont permis de valoriser les recherches menées ces quatre dernières années par Florence Gillet et Eric Laureys. Ils ont suscité un large intérêt du public.

**Le premier colloque (10 décembre 2007) portait sur les colons et les politiques coloniales d'après guerre. Il a permis d'envisager une approche comparée des cas français, britannique, portugais et néerlandais sans oublier, bien évidemment, la dimension belge.**

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le poids de l'histoire coloniale dans l'historiographie des anciennes puissances coloniales a

peu à peu évolué d'une tentative de légitimation idéologique de la 'mission civilisatrice' de l'Europe, vers une analyse 'culpabilisante' des crimes infligés aux colonisés.

Cette évolution attribuait aux indigènes colonisés un statut de victime reconnue par le monde entier. L'histoire coloniale devenait l'histoire du colonisé et les colons en étaient bannis. Récemment, des historiens anglo-saxons, suivis par leurs homologues français, ont amorcé un tournant en soulignant la nécessité d'établir un lien entre l'histoire nationale coloniale et l'histoire nationale postcoloniale, et d'ainsi réintroduire les colons en tant qu'acteurs historiques à part entière. Le colloque avait pour objectif de tenter d'établir dans quelle mesure la présence de 'blancs' est représentative d'une certaine politique coloniale.

Une partie du nombreux public présent lors du colloque du 10 décembre 2007 consacré aux colons et aux politiques coloniales d'après guerre.



Si les administrateurs coloniaux et le personnel des entreprises ne formaient souvent pas une présence 'blanche' stable, il n'en va pas de même pour les colons – des agronomes, des artisans et des

commerçants – qui constituaient, eux, un groupe permanent, controversé et plutôt remuant. À travers différents cas de figure, des situations très différentes ont été abordées depuis l'assimilation voire l'intégration de colons jusqu'à leur départ. À travers cette question, le colloque s'est aussi trouvé confronté à l'attitude des métropoles. Dans le cas néerlandais, le gouvernement a, par exemple, tenté de convaincre des citoyens néerlandais nés et intégrés dans les colonies d'opter pour la nationalité néerlandaise (Ulbe Bosma). Dans certains cas, comme l'exemple angolais (Fernando Tavares Pimenta), les colons ont constitué une véritable société distincte de la métropole. Dans d'autres, ils ont tenté de modifier profondément le profil de la colonie – cas de la Rhodésie – ou ont été à la base de nouveaux États en devenir. L'exemple du Canada (Kent Fedorowich) est emblématique à cet égard. Les cas belge et français, analysés respectivement par Eric Laureys et Jean-Pierre Bat, montrent comment, de façon très différente, les colons ont servi des intérêts métropolitains dans un rapport de force dont les enjeux leur échappaient largement.

**Le second colloque (31 janvier-1<sup>er</sup> février 2008) s'est centré sur une problématique très actuelle autour des questions d'histoire et de mémoire.** Rehaussé de la présence du ministre belge des Affaires étrangères et du représentant de la ministre de la Politique scientifique, **il a abordé de plein pied les débats mémoriels et historiques tels qu'ils se présentent actuellement tant en Belgique qu'au Congo.**

Les positions des historiens professionnels et des acteurs du temps colonial semblent

difficilement conciliables sur certains points. Comment articuler ces deux perspectives ? Pour tenter d'apporter des éléments de réponse à cette question, le colloque s'est structuré sur base de quatre thèmes : le rôle des historiens, les acteurs de la colonisation et leur mémoire du temps colonial, les lieux d'expression de cette mémoire et enfin les débats autour du passé colonial.

Après les exposés introductifs de Carlo Carbone et Rudi Van Doorslaer, plusieurs interventions ont permis de situer la mémoire coloniale dans une perspective globale. L'axe historiographique et mémoriel a servi de cadre : en Belgique d'une part avec l'impact de la période léopoldienne dans la production scientifique mais aussi journalistique (Guy Vanthemsche), au Congo d'autre part, avec un pan important sur des questions existentielles contemporaines (Isidore Ndaywel è Nziem). Les relations entretenues par les historiens avec la mémoire et l'élaboration de socles de connaissances historiques communes face à des mémoires en compétition ont été abordées par Philippe Raxhon.

La seconde partie avait pour objet les acteurs de la mémoire coloniale. Qui témoigne ? Quelle est la représentativité des témoins ? Forence Gillet a examiné le profil général des anciens coloniaux, ainsi que les grandes lignes de leur discours. Une série de contributions ont examiné la mémoire de catégories spécifiques : les enfants de coloniaux (Peter Verlinden), les métis (Lissia Jeurissen et Bambi Ceuppens), les minorités occidentales (Rosario Giordano), les anciens colons

Les orateurs de la première session thématique du colloque "Belgique-Congo. Enjeux d'histoire, enjeux de mémoire" des 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 2008, session consacrée à l'inscription de la mémoire coloniale dans une perspective globale. On reconnaît de gauche à droite Guy Vantemsche (VUB), Guido Gryseels (directeur du Musée royal de l'Afrique centrale, président de séance), Isidore Ndaywel è Nziem (université de Kinshasa-université de Paris I-Sorbonne) et Philippe Raxhon (université de Liège).



résidant toujours au Congo (Benjamin Rubbers).

Dans un troisième temps, la mémoire coloniale a été examinée sous l'angle de son imaginaire, de ses supports et lieux d'expression : documentaires audiovisuels (Nathalie Tousignant), littérature (Pierre Halen), films de propagande (Guido Convents), expositions et débats à Lubumbashi sur la vie quotidienne durant la période coloniale et postcoloniale (Donatien Dibwe dia Mwembu).

La dernière partie concernait les controverses et débats récents autour du passé colonial : l'exposition de Tervuren sur la mémoire du Congo (Guido Gryseels et Aurélie Roger), la période léopoldienne (Laurent Licata), la commission d'enquête sur la mort de Lumumba (Emmanuel Gerard). Valérie Rosoux compléta l'approche en proposant une réflexion plus

générale sur la victimisation des anciens coloniaux et sur le rôle de l'État.

Emmanuel Gerard a tiré les conclusions du colloque. Il a épinglé trois types de mémoires. D'abord sa propre mémoire. Ensuite, la mémoire de ceux qui ont vécu l'époque coloniale (les coloniaux et les Congolais). Enfin, la manière dont on veut que l'on se souvienne du passé, en d'autres termes : une lutte pour un discours hégémonique.

Ces deux colloques connaîtront une suite à travers des publications annoncées pour 2008. Ils traduisent en outre l'intérêt marqué du CEGES pour l'impact des phénomènes de colonisation et de décolonisation sur la société belge.

**Chantal Kesteloot**



## Séminaires 2007-2008

### diversité et internationalisation

La moisson 2007-2008 de nos séminaires s'est révélée particulièrement riche et variée. Car même si la Seconde Guerre mondiale fut, comme à l'accoutumée, souvent au centre des débats, les thématiques s'étendirent du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin des années 1990.

Roel Van de Winkel et Ine Van linthout ont introduit la projection du film *Wenn die Sonne wieder scheint*, une fiction allemande tournée en Belgique occupée sur base du roman de Stijn Streuvels. Ce film pose toute la question de la politique culturelle allemande et du rôle du cinéma.

Michaël Amara a développé les résultats de sa thèse de doctorat consacrée aux réfugiés de la Première Guerre mondiale. Il s'est focalisé sur la situation des quelque 500.000 réfugiés qui ont connu un exil durable et ont dû faire face à des sociétés d'accueil dont les sentiments ont nettement évolué au fil du temps.

Cyrille Fijnaut a exposé les principaux acquis du grand projet de recherche consacré à l'histoire de la police néerlandaise aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, s'attardant plus particulièrement sur l'importance de la période de la Seconde Guerre mondiale, demeurée longtemps un sujet tabou.

Le rôle majeur et contesté de Staline durant la Seconde Guerre mondiale a été revisité par l'historien britannique Geoffrey Roberts, grand spécialiste du sujet. Il a

jeté un regard neuf à partir d'archives récemment accessibles.

Julie Maeck s'est penchée sur l'étude des documentaires consacrés à l'histoire du III<sup>e</sup> Reich à la télévision allemande. Elle a montré combien cette production a souvent été pionnière même si elle n'a guère marqué les téléspectateurs.

À travers une approche comparée du pouvoir local en temps de guerre, Nico Wouters et Peter Romijn ont montré le rôle essentiel joué par les bourgmestres, véritables intermédiaires entre le pouvoir occupant aux exigences sans cesse croissantes et la population de plus en plus aux prises avec les difficultés de rationnement et la pression liée à l'instauration du travail obligatoire.

À partir du maillon belge, Klaartje Schrijvers nous a plongés dans le monde fascinant et complexe des réseaux anticommunistes et d'extrême droite dans l'Europe d'après guerre.

Enfin, Xavier Dellicour a esquissé un portrait du monde du jazz à Liège à l'heure de la Libération et de la présence des troupes américaines.

Ces séminaires constituent un maillon indispensable dans la grille d'activités du CEGES : ils permettent d'attirer à la fois un public curieux et les historiens. Ils remplissent ainsi clairement la mission de service public de l'institution dans sa dimension tant scientifique que sociétale.

Les séminaires attirent un public toujours plus nombreux. Ici, une partie de l'assemblée lors de l'exposé réalisé le 16 avril 2008 par Julie Maeck (à droite à la table du fond, à côté de la responsable du secteur Activités scientifiques et Publications du CEGES, Chantal Kesteloot) sur le thème des documentaires consacrés à l'histoire du III<sup>e</sup> Reich à la télévision allemande.



**Le CEGES est par ailleurs associé au projet pluriannuel "Occupations militaires en Europe" (OME) patronné par l'université de Lille III en la personne du professeur Jean-François Chanet. Cette année académique, quatre séances se sont tenues à l'université de Lille et une au CEGES.**

La présentation des sources et l'examen du poids des traditions historiographiques nationales ont été suivis par un débat sur l'évolution lexicale de la notion d'occupation en vue de l'historiciser. Comment la situation désignée aujourd'hui par ce mot a-t-elle été qualifiée selon les époques et selon les pays ? À partir de quels critères peut-on faire la distinction entre l'invasion, l'occupation, l'annexion – entre occupation du temps de guerre, occupation en régime d'armistice et occupation du temps de paix ? Comment ces mêmes notions se sont-elles traduites dans le vocabulaire des contemporains et ce du XIV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle ?

Ces réflexions sur la terminologie ont trouvé un prolongement juridique autour de la notion du droit de la guerre lors de la séance tenue au CEGES le 12 mars 2008. Trois exposés ont été présentés couvrant la période de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'après 1945. Les exposés ont porté sur la mise en œuvre du droit de la guerre et la réaction du monde politique belge (Emmanuel Debruyne), le droit international et l'expérience de la Première Guerre (Laurence van Ypersele), et l'application de la législation internationale durant la Seconde Guerre (Rik Verwaest).

Sept séances liées au projet "Occupations militaires en Europe" devraient se tenir durant l'année académique 2008-2009. Parmi les thèmes abordés, mentionnons d'ores et déjà la question du maintien de l'ordre, la guerre et les espaces privés, la militarisation des sociétés occupées, l'exploitation économique...

**Chantal Kesteloot**

# L'HISTOIRE COLONIALE, CULTURELLE ET DU GENRE

revisitée par de jeunes historiens

Le CEGES a, une fois encore, voulu valoriser les travaux des jeunes historiens récemment diplômés. C'est la troisième initiative du genre, les précédentes ayant porté sur les deux guerres mondiales et sur l'histoire coloniale. Ces journées permettent de prendre la mesure de l'évolution des recherches menées dans les universités au niveau des mémoires et offrent l'opportunité à des historiens de tout le pays de se rencontrer.

Sur base des avis des promoteurs de mémoire, les meilleurs sont invités à présenter en une quinzaine de minutes la problématique abordée en insistant tout particulièrement sur le renouveau dans la question traitée et sur les conclusions auxquels ces travaux ont donné lieu. Cette année, deux thèmes ont été privilégiés au cours de deux journées distinctes : d'une part (le 17 mars 2008), l'histoire culturelle et du genre, de l'avant-guerre à l'après-guerre, et d'autre part (le 20 mars 2008), l'histoire coloniale.

Incontestablement, l'histoire coloniale connaît un véritable renouveau. Ce qui explique qu'une fois encore, ce thème a été valorisé cette année. Parmi les recherches présentées, signalons la politique artistique coloniale et l'interaction entre les artistes coloniaux et le ministère des Colonies, le

développement du tourisme au Congo belge ou encore l'analyse de la politique coloniale du futur Léopold III. Mais les recherches portaient aussi sur les populations colonisées à travers les marins congolais de la Compagnie maritime belge et la répression du kimbangisme par le biais de mesures d'assignation à résidence et d'internement dans des camps.

L'histoire culturelle a abordé des thèmes aussi divers que la culture de la danse à Anvers, l'éducation par le film dans l'enseignement catholique ou l'histoire de l'architecture dans l'Entre-deux-guerres via les personnalités de Paul Otlet d'une part et de Huib Hoste d'autre part. Quant à l'histoire du genre, elle nous a conduits de l'Entre-deux-guerres à nos jours, depuis l'histoire des sous-vêtements à celle des représentations, et des concours de miss Belgique aux speakerines et hôtesse de l'air.

Une partie des jeunes historiens présents lors de la journée du 17 mars 2008 consacrée à l'histoire culturelle et du genre, de l'avant-guerre à l'après-guerre.



Chantal Kesteloot

## LES *CHTP-BEG*

de la Seconde Guerre mondiale aux années 70 en passant par la mémoire des coloniaux

Les numéros 18 et 19 des *CHTP-BEG* sont parus en 2007-2008 : le 18 est consacré aux années 70 et le 19 est un numéro général où prédominent toutefois l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et la problématique mémorielle et commémorative.



**Le numéro sur les années 70 a pour axe l'histoire culturelle :** les productions artistiques, la place des jeunes et la question de l'homosexualité sans oublier – petite incursion sur le terrain de l'histoire sociale – la question de l'influence de Mai 68 sur le monde ouvrier. Il s'inscrit dans un chantier historique en plein développement. Il s'en dégage une vision résolument différente de l'image classique des années 70 – années de crise et de régression économique – : elles y apparaissent comme porteuses de changements et d'espairs, comme autant de nouvelles façons de vivre et de penser.

Le numéro s'ouvre sur un article de Virginie Devillez. Elle s'interroge sur la place des nouvelles formes de manifestations et productions artistiques dans un paysage muséal où il n'existe guère de lieux consacrés à l'art contemporain. L'article porte une attention particulière sur les spécificités régionales dans un pays où la communautarisation de la culture s'inscrit

de plus en plus *et* dans les faits, *et* dans les logiques institutionnelles.

Nancy Delhalle évoque l'univers des nouvelles pratiques théâtrales qui tournent le dos aux productions classiques dominantes. Véronique Pouillard brosse un portrait d'un monde en plein changement : la haute couture parisienne. Elle analyse la poursuite de son déclin, les changements de pratiques d'achats et de ventes dans et par les grands magasins ainsi que l'émergence de boutiques de type alternatif.

La décennie offre l'image d'une jeunesse qui s'affirme et s'affiche, ce qui va de pair avec une volonté de canalisation et d'encadrement. Les maisons de jeunes en constituent l'un des symboles. Comme le montre Jan-Frederik Abbeloos, elles se veulent écoles d'apprentissage de la démocratie mais, aux yeux des jeunes, elles apparaissent plutôt comme lieux de rencontres.

Certains homosexuels font le pari d'oser sortir de la clandestinité dans un contexte où une certaine ouverture semble de mise. Ce comportement est loin d'être celui de tous. Jusqu'ici, peu de recherches avaient abordé ce thème. Bart Hellinck se concentre essentiellement sur les groupes qui se développent en Flandre et à Bruxelles.

Mai 68 marque de son empreinte le monde ouvrier. Rik Hemmerijckx dépeint l'émergence d'un mouvement spontané

qui échappe en grande partie au contrôle des syndicats reconnus. Il est porté par de jeunes travailleurs et des immigrés peu intégrés dans les structures traditionnelles. À la fin de la décennie, le monde syndical a réussi l'intégration de ces nouvelles catégories et sort donc 'gagnant' des défis posés par ce processus et par les idéologies de l'ultra gauche.

Le numéro comprend aussi deux chroniques : l'une sur le poids du passé en philosophie de l'histoire et l'autre sur l'évolution de l'historiographie du fascisme italien.

**Le numéro 19 est le reflet de recherches de jeunes historiens. Deux axes essentiels en constituent le fil rouge : la Seconde Guerre mondiale et son héritage d'une part, la problématique mémorielle et commémorative d'autre part.**

Robby Van Eetvelde s'attaque au mythe d'une *Gestapo* redoutable et redoutée et le

confronte à la réalité du terrain, celui de la *Sipo-SD* d'Anvers. Ses conclusions sont étonnantes. Carolien Van Loon propose un article sur les femmes tondues à la Libération. Elle inscrit la problématique dans un contexte plus large, n'hésitant pas à emprunter à la psychologie sociale et à l'anthropologie.

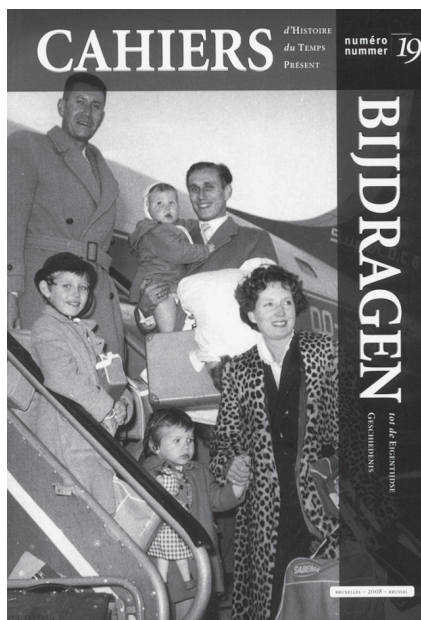
Florence Gillet présente les premiers résultats d'une vaste enquête menée au CEGES sur la mémoire sociale des anciens coloniaux belges. Ces dernières années, l'histoire de la période coloniale a connu un vif regain d'intérêt, pas toujours dénué d'aspects polémiques d'ailleurs.

Viktorija von Hoffmann s'inscrit dans une problématique bien contemporaine, celle des phénomènes commémoratifs. Par l'étude de la commémoration du 300<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Sébastien La Ruelle, elle montre comment l'événement s'est inscrit au cœur d'un contexte identitaire liégeois particulièrement sensible durant les années trente.

Le numéro contient également une chronique d'Hannelore Vandebroek consacrée à ses recherches sur les femmes et le travail obligatoire en Allemagne.

Chaque article est accompagné d'une iconographie choisie avec soin. Les deux numéros comprennent une rubrique "bibliothèque" fourmillant de recensions sur des publications récentes en histoire de Belgique. De plus amples renseignements sur ces deux numéros peuvent être trouvés sur le site [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be), rubrique "CHTP".

**Chantal Kesteloot**





## LA COLLABORATION ARMÉE en Belgique francophone

En février 2008, est paru l'ouvrage *Ils ont pris les armes pour Hitler. La collaboration armée en Belgique francophone, 1940-1944*. Œuvre de la jeune historienne Flore Plisnier, le livre, coédité par les éditions Luc Pire et le CEGES, a été supervisé par deux chercheurs du Centre, Alain Colignon et Fabrice Maerten qui en a rédigé la préface et en assume la responsabilité scientifique. Par la synthèse originale qu'il expose, l'ouvrage a déjà suscité de multiples réactions dans les médias.

Fruit d'une recherche menée en 2003 sous les auspices du CEGES grâce au soutien financier de la fraternelle du service Hotton, un ancien groupement de résistance armée, l'étude, publiée également en néerlandais aux éditions Meulenhoff/Manteau, est en effet riche de multiples enseignements que l'on peut résumer comme suit.

Dès le début de l'Occupation, un certain nombre de francophones se lancent dans la collaboration armée. Léon Degrelle est leur chef de file. Il utilise la collaboration avec l'occupant comme un moyen de régenter la société belge et de réaliser ses propres rêves de grandeur. Pour obtenir une plus grande audience auprès des instances supérieures du *Reich*, il crée à partir de l'été 1941 la Légion Wallonie qu'il mène au combat aux côtés des troupes allemandes contre l'armée soviétique. Dans le même temps, les rexistes infiltrent peu à peu les rouages régionaux et locaux de l'appareil

d'État en Wallonie. Ces pouvoirs sont en effet petit à petit abandonnées de gré ou de force par leurs anciens détenteurs qui répugnent de plus en plus à se soumettre à la volonté de l'occupant. Déjà détestés par l'opinion publique pour avoir, à ses yeux, trahi la patrie, les collaborateurs sont désormais abhorrés. Ils sont en effet perçus comme le symbole de l'avalissement à une puissance étrangère alors que la population souffre de plus en plus de la détérioration des conditions d'existence et de la répression grandissante.

Attisée par le Parti communiste dont l'objectif est de créer un vaste mouvement populaire capable d'aider à libérer le pays et surtout de soulager quelque peu l'effort de guerre soviétique, la violence contre les collaborateurs prend dès 1942 la forme d'attentats meurtriers. Acculés dans une situation qui leur semble sans issue et ne se sentant plus assez protégés par l'occupant, les partisans de Degrelle créent à partir de l'été 1943 des structures policières et d'auto-défense. Une lutte sans merci s'engage dès lors entre la minorité collaboratrice aux abois et la Résistance, qui jouit désormais de l'appui sans réserve de la population. Dans certaines régions de Wallonie, et en particulier dans le Hainaut, l'affrontement tourne dans les derniers mois de l'Occupation à une mini guerre civile qui fait des centaines de morts parmi les collaborateurs, les résistants mais aussi au sein d'une population victime des représailles des bandes rexistes et de l'occupant.

Structuré de façon chronologique, *Ils ont pris les armes pour Hitler* ne se limite pas à l'analyse des processus ayant mené à la marginalisation et la radicalisation de la collaboration au sud du pays, ni même à la description succincte des mésaventures de la Légion Wallonie et des méfaits des bandes rexistes. Le livre est aussi, et c'est même là sans doute son apport le plus original, un portrait de groupe. L'auteure est en effet parvenue à dresser un tableau révélateur du tissu humain composant la collaboration paramilitaire, militaire et policière en Belgique francophone. Le texte a ainsi l'immense mérite d'apporter des réponses précises et fondées à une multitude de questions sur le profil – motivations, âge, origine géographique,

milieu social – d'une catégorie de collaborateurs encore jamais abordée en tant que telle. Ainsi, les premiers contingents de la Légion Wallonie sont recrutés parmi la bourgeoisie catholique antidémocrate et anticommuniste. Très vite cependant, ces 'idéalistes' laissent la place, tant sur le front de l'Est que dans les groupes armés présents en Belgique francophone, à de jeunes hommes situés à la marge de la classe ouvrière et ne cherchant dans cet engagement qu'un moyen d'échapper à la misère.

Leur personnalité et leurs actes surtout détermineront en grande partie l'image exécrationnelle de la collaboration au sud du pays. L'ouvrage permet dès lors de mieux comprendre le refus de l'opinion publique à Bruxelles et en Wallonie d'une quelconque mansuétude à l'égard de ceux qui prirent le parti de l'occupant et sa volonté tacite de les vouer à l'oubli.

Enfin, le livre est riche de nombreux documents iconographiques qui aident à visualiser la propagande, l'embrigadement, la discipline et la violence propres à l'univers nazi.

L'ouvrage de **Flore PLISNIER**, *Ils ont pris les armes pour Hitler. La collaboration armée en Belgique francophone, 1940-1944*, avec une préface et sous la direction scientifique de Fabrice MAERTEN, 16 x 24 cm, 208 p., 32 p. d'illustrations, peut être commandé par mail ([lieve.maes@cegesoma.be](mailto:lieve.maes@cegesoma.be)) ou par téléphone (00 32 2 556 92 07) auprès du CEGES pour le prix de 19 euros (frais de port non compris) au lieu de 24 euros (prix librairie).

**Fabrice Maerten**



## LA COLLABORATION AU LUXEMBOURG comparée notamment au cas belge

En mai 2006, un colloque international consacré à la collaboration était organisé par les Archives nationales du Luxembourg et le CEGES dans le cadre prestigieux de l'abbaye de Neumünster au Grand-duché. Les actes de cette importante rencontre sont aujourd'hui publiés en français sous le titre *Collaboration : Nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations française, belge et néerlandaise*.

Riche de dix-sept contributions spécifiques, l'ouvrage est divisé en cinq parties. La première a trait à la question de la légalité/légitimité de l'occupation/annexion. On y pointera en particulier pour la Belgique l'article de l'historien de l'université d'Anvers Herman Van Goethem sur la convention de La Haye et la collaboration administrative en Belgique. Le deuxième volet du livre concerne les structures étatiques et l'occupation allemande. Nico Wouters, bien connu pour ses études sur les bourgmestres de guerre et la collaboration administrative en Belgique occupée, y aborde de manière synthétique la problématique de la politique du moindre mal dans notre pays. Le troisième angle d'approche, consacré à la collaboration politique, est le plus fourni puisqu'il rassemble sept contributions, pour la plupart consacrées au Luxembourg. Bruno De Wever, 'le' spécialiste de la

collaboration en Flandre, y fournit une synthèse précieuse de plus de cinquante pages sur la collaboration en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale. La quatrième partie a trait à l'économie sous l'occupation allemande. Y figure notamment un article de Patrick Nefors sur la collaboration industrielle en Belgique occupée, objet de sa thèse de doctorat. Enfin, dans le dernier pan consacré à l'historiographie de la collaboration et à sa mémoire dans la société d'après guerre, le directeur du CEGES Rudi Van Doorslaer analyse l'héritage politique de la guerre et en particulier de la collaboration en Belgique de 1945 à l'an 2000.

En somme, et au-delà de la perspective comparative avec surtout le cas du Grand-duché de Luxembourg, l'ouvrage constitue une synthèse très intéressante sur la collaboration en Belgique occupée. Ce dernier thème rassemble en effet 155 pages sur les quelque 440 pages de contributions scientifiques que compte l'ouvrage.

Publié en mars 2008 par les Archives nationales du Luxembourg, le livre *Collaboration : Nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations française, belge et néerlandaise. Actes du colloque international tenu au Centre culturel de rencontre de l'abbaye de Neumünster en mai 2006*, 15 x 21 cm, 479 p. dont 8 pages d'illustrations, peut être commandé par mail (lieve.maes@cegesoma.be) ou par téléphone (00 32 2 556 92 07) auprès du CEGES pour le prix de 18 euros (frais de port non compris).

Fabrice Maerten



## LA GUERRE SECRÈTE DES ESPIONS BELGES

Fruit de la thèse de doctorat menée par Emmanuel Debruyne au cours de ses nombreuses années de recherche passées au CEGES, *La guerre secrète des espions belges, 1940-1944*, est un livre fondamental pour mieux comprendre le fonctionnement des réseaux de renseignements, mais aussi et surtout l'univers mental de celles et ceux qui les composent en Belgique occupée.

Été 1940. Tandis que la majeure partie de la population et des autorités se résout à accepter la mainmise de l'occupant, quelques groupuscules se forment, décidés à 'faire quelque chose' contre ceux qu'ils considèrent comme l'ennemi. Beaucoup de ces pionniers de la lutte clandestine se tournent, comme en 1914, vers l'espionnage.

Essentiels pour l'efficacité de leur action, les liens avec les autorités belges et britanniques à Londres sont, au départ, pratiquement inexistantes. De longs mois sont nécessaires pour que des relations solides s'établissent. Le dialogue ne sera de toute façon jamais simple entre des femmes et des hommes confrontés aux difficultés et aux dangers du terrain, et ceux qui dirigent l'activité à Londres, à savoir la Sûreté de l'État belge associée au *Secret Intelligence Service* britannique.

En Belgique occupée et malgré de nombreux revers de fortune, les réseaux vont pendant quatre ans perfectionner leurs techniques de collecte et de transmission de l'information. À la veille du Débarquement, des milliers d'agents

opèrent, transformant, selon les mots du Premier ministre de l'époque Hubert Pierlot, la Belgique "en maison de verre" pour les Alliés.

Le livre évoque tous ces aspects. Mais son apport le plus original est sans doute de réussir à faire percevoir via une analyse d'une grande finesse comment ces espions improvisés de Zéro, Luc-Marc, Clarence, Mill, Bayard, Tégat et bien d'autres réseaux parviennent à gérer au quotidien la lutte contre les polices allemandes mais aussi contre la peur, la frustration, l'incertitude ou les tracasseries financières.

À ce titre comme à beaucoup d'autres, *La guerre secrète des espions belges, 1940-1944*, mérite d'être considéré comme un des meilleurs ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale publiés en Belgique ces dernières années.

Paru en mai 2008 aux éditions Racine, le livre d'**Emmanuel DEBRUYNE**, *La guerre secrète des espions belges, 1940-1944*, 15 x 23 cm, 396 p., 16 p. d'illustrations, peut être commandé par mail ([lieve.maes@cegesoma.be](mailto:lieve.maes@cegesoma.be)) ou par téléphone (00 32 2 556 92 07) auprès du CEGES pour le prix de 24,95 euros (frais de port non compris) au lieu de 29,95 euros (prix librairie).



Fabrice Maerten



## UN APPUI BIENVENU

Pour répondre encore mieux à ses multiples missions, le CEGES dispose d'une équipe soudée de bénévoles et d'un noyau efficace de correspondants. Les premiers sont d'un précieux secours pour le classement de la documentation tandis que les seconds contribuent au rayonnement de l'institution et au développement de la recherche.

Depuis de nombreuses années, le CEGES a la chance de pouvoir compter sur un groupe dynamique de bénévoles.

Placés sous la direction du responsable du secteur Documentation, Dirk Martin, ils accomplissent un précieux travail de classement et d'inventorisation des collections. Rappelons que celles-ci concernent l'histoire essentiellement politique et culturelle de la Belgique de 1914 aux années 70, avec un accent

tout particulier sur les deux guerres mondiales. Œuvrant à leur convenance dans des bureaux spacieux, les bénévoles jouissent du même soutien logistique que le personnel proprement dit du CEGES. Ils sont en outre associés aux multiples activités collectives de l'institution.



Six des huit bénévoles au travail au CEGES au printemps 2008. Assis de gauche à droite, Jacques Drouart, Sylvain Wolf, Bruno Picard. Debout, toujours de gauche à droite, Pierre Brolet, Michel Mombeek et Gilbert Waeyenberg.



Les deux membres féminins de l'équipe des bénévoles, Annie Sliwka et Manya Kozyreff.

Au printemps 2008, huit bénévoles étaient actifs dans l'institution. Pierre Brolet, Jacques Drouart, Michel Mombeek et Sylvain Wolf classaient et inventoriaient des archives. Mania Kozyreff et Bruno Picard travaillaient au sein de la bibliothèque au



classement des coupures de presse. Enfin, Annie Sliwka et Gilbert Waeyenberg œuvraient à l'agencement des photos dans le cadre de la section Images et Sons. Jacques Drouart et Gilbert Waeyenberg nous ont depuis lors quittés pour, le premier, jouir d'une retraite bien méritée et, le second, pouvoir disposer de plus de temps pour un autre bénévolat. Qu'ils soient ici remerciés pour l'énorme travail réalisé pendant de longues années au CEGES.

Ceux ou celles qui aimeraient rejoindre le groupe des bénévoles peuvent prendre contact avec Dirk Martin par mail ([dirk.martin@cegesoma.be](mailto:dirk.martin@cegesoma.be)) ou par téléphone (02/556.92.13).

Par ailleurs, pour renforcer sa présence sur le terrain scientifique et documentaire dans les domaines couverts par l'institution, **le CEGES a mis sur pied un réseau de correspondants**. En échange du support intellectuel et logistique offert par le Centre, ces derniers transmettent en priorité au CEGES les résultats de leurs recherches, servent de relais pour l'acquisition de documents et mettent leurs compétences à la disposition de l'institution pour répondre à des questions précises du public. Ces correspondants sont actuellement au nombre de six. Pascal Deloge, docteur en histoire de l'Université catholique de Louvain (UCL), travaille sur l'industrie et la coopération européenne dans le domaine des armements depuis les années 30 jusqu'à nos jours. Jocelyn Grégoire, docteur en histoire de l'université de Liège, est correspondant du CEGES pour l'audiovisuel. Il est en particulier chargé de permettre l'accès au public du CEGES des programmes audio et vidéo se rapportant aux années

1930-2007, ainsi que des archives annexes relatives à l'historiographie radiotélévisée, à la culture populaire et à la pédagogie historique. Insa Meinen, docteure en histoire, chercheuse à l'université de Konstanz, étudie l'occupation allemande en Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle travaille plus particulièrement sur la persécution et la déportation des Juifs.

Gerlinda Swillen, licenciée en langues germaniques et présidente du *Masereelfonds*, étudie les relations sexuelles en temps de guerre entre populations 'ennemies'. Etienne Verhoeyen, licencié en sciences morales de l'*Universiteit Gent* et rédacteur retraité de la *VRT*, s'occupe de l'histoire des services de renseignements actifs en Belgique et dans les pays limitrophes depuis les années 30 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce cadre, il s'intéresse particulièrement aux réseaux de la Résistance et à ceux de l'espionnage allemand. Enfin, Jacques Wynants, licencié en histoire de l'Université catholique de Louvain (UCL), axe ses recherches sur la Seconde Guerre mondiale, et en particulier sur Verviers et sa région, les cantons de l'Est et les 'Dix communes', la vie quotidienne et le monde scolaire.

Toute demande pour devenir correspondant est à adresser au directeur du CEGES par mail ([rudi.vandoorslaer@cegesoma.be](mailto:rudi.vandoorslaer@cegesoma.be)).

**Fabrice Maerten**

## UNE ASBL DYNAMIQUE

Le 21 mars 1991, l'asbl Les Amis du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale voyait le jour. Son premier président était Georges Michotte et son premier vice-président, Jacques Pilate. À ses débuts, elle ne comptait qu'une poignée de membres. Depuis lors, elle s'est agrandie et s'est fait connaître tout en restant fidèle à ses objectifs initiaux, à savoir :

- promouvoir d'une manière générale les activités du Centre en l'aidant à accomplir sa tâche;
- stimuler l'intérêt pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale;
- et faire en sorte de regrouper les personnes s'intéressant à la mission du Centre.

Aujourd'hui, l'asbl a presque atteint sa majorité : elle aura 18 ans en mars 2009 ! Elle est riche de plus de 160 membres et a, depuis quelques années, multiplié les activités en tous genres...

Citons, pour n'en reprendre que quelques-unes :

- un concours de "récits de guerre", dont les plus marquants ont été édités et même réédités !;
- un concours de photographies originales concernant le retour des prisonniers de guerre, des prisonniers politiques et des travailleurs obligatoires en Belgique à la fin de la Seconde Guerre mondiale;

- des visites : le musée de plein air du mur de l'Atlantique à Raversijde, la ligne Maginot, la Coupole à Wizernes, le fort d'Eben Emael...;
- la présentation du livre de Patrick Nefors, alors historien au mémorial national du fort de Breendonk, *Breendonk 1940-1945. De geschiedenis*;
- des projections de films documentaires : celui d'André Dartevelle, réalisateur à la RTBF, consacré à *La bataille des Ardennes. 60 ans après*; celui de Walter Verstraeten intitulé *Rendez-vous with Freedom : A True Story of Escape, Evasion and Remembrance*, et tout dernièrement, celui du réalisateur allemand Daniel Burkholz intitulé *Brigadistas* (sur la Guerre d'Espagne), introduit par Alvin De Coninck (membre de l'asbl) et mis en perspective par Rudi Van Doorslaer, directeur du CEGES...

L'année 2007 aura été l'année du renouvellement de la présidence de l'asbl. Avec désormais à sa tête Jacques Wynants, historien, ancien directeur d'école et correspondant du Centre de longue date, l'association bénéficie d'un nouveau souffle 'verviétois' des plus dynamiques.

L'asbl prévoit pour 2008 l'édition de la brochure d'un de ses membres, Marcel Franckson (président de la fraternelle du service Hotton), sur la collaboration armée en Fagne et Thiérache à travers les souvenirs que l'auteur conserve de ses confrontations avec les collaborateurs sur le terrain.

À côté de cela, d'autres projets restent encore à concrétiser pour cette année, en particulier :

- la mise sur pied d'une bourse d'étude pour un ou une licencié(e) en histoire sur un sujet se rapportant à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale;
- l'invitation du journaliste Peter Verlinden qui vient de publier au *Davidfonds* l'ouvrage *Achterblijven in Congo* évoquant la vision des Congolais sur la décolonisation de leur pays;

## Devenir membre ?

Une cotisation annuelle de 10 euros vous offre les avantages suivants : accès gratuit à la salle de lecture du Centre, invitation à tous les séminaires (sur demande express : 02/556.92.11.) ainsi qu'aux colloques et autres activités organisés par le Centre, 30 % de réduction sur toutes les publications du Centre (excepté sur les *Cahiers d'histoire du temps présent*).

Si vous êtes intéressé(e), contactez :

Isabelle Ponteville  
secrétaire générale de l'asbl  
square de l'Aviation 29 à 1070 Bruxelles  
02/556.92.09  
isabelle.ponteville@cegesoma.be.



Jacques Wynants,  
correspondant du Centre de  
longue date et dynamique  
nouveau président de l'asbl  
Les Amis du CEGES.

Belgique - België  
P.B. - P.P.  
1070 Bruxelles 7  
BC 11568



POLITIQUE SCIENTIFIQUE FEDERALE

.be



ISSN 0772 - 120 X

Exp. CEGES - Square de l'Aviation 29 - 1070 Bruxelles